
Collectivité Territoriale de Martinique

...

Enquête Publique

portant sur :

“ Le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et son Rapport Environnemental ”

...

Du 02 Septembre 2019 au 04 Octobre 2019

Références

Décision n°E19000010/97 du 17 Juin 2019 du Tribunal Administratif de Fort-de-France

Arrêté n°19-PCE-496 du 31 Juillet 2019 du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)

Rapport d'Enquête Publique

Président de la Commission d'Enquête :
M. Émile PASTEL

Membres Titulaires :
M. Joseph URSULET
M. Garry Anthony JULIENO

Sommaire

Première Partie : Rapport.....	3
Chapitre I : Généralités.....	4
I.1 – Présentation sommaire de la Collectivité Territoriale de Martinique.....	4
I.2 – Contexte du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique.....	5
I.3 – Portée du Plan.....	5
I.4 – Les étapes de l'élaboration du Plan.....	6
Chapitre II : Présentation de l'enquête publique.....	7
II.1 – Les points mis à l'Enquête Publique.....	7
II.2 – Composition du dossier.....	7
II.3 – Supports juridiques de l'Enquête Publique.....	8
II.4 – Publicité et affichage.....	8
Chapitre III : Organisation et déroulement de l'enquête.....	10
III.1 – Numéro et date de l'arrêté du Président de la Collectivité Territoriale de Martinique.....	10
III.2 – Numéro et date de la décision du Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France.....	10
III.3 – Documents cotés et paraphés par la Commission d'enquête publique.....	11
III.4 – Lieux, jours et heures de réception du Public par les membres de la Commission d'enquête.....	11
III.5 – Heures d'ouverture au public des Services administratifs sièges de l'Enquête Publique.....	12
III.6 – Réunions de la Commission d'Enquête.....	13
Chapitre IV : Déroulement de l'Enquête Publique.....	14
III.1 – Observations du Public.....	14
III.2 – Argumentaire du Pétitionnaire.....	17
Deuxième partie : Conclusions et avis motivé de la Commission d'Enquête.....	19
A) Commentaires de la Commission d'Enquête.....	20
B) Conclusion et avis de la Commission d'Enquête.....	22
Liste des pièces jointes.....	25
Liste des annexes.....	26

Première Partie :

Rapport

Chapitre I : Généralités

I.1 – Présentation sommaire de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) est la collectivité territoriale unique succédant au département et à la région de Martinique dans tous leurs droits et obligations au 1er janvier 2016.

Cette entité s'articule autour :

- d'un organe exécutif nommé Conseil Exécutif (qui succède aux présidents des conseils régional et général) constitué d'un Président et de 8 conseillers exécutifs ;

Le président du conseil exécutif :

- prépare et exécute les délibérations de l'assemblée de Martinique ;
- est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de la collectivité territoriale ;
- est chargé de l'administration mais peut déléguer une partie de ces fonctions aux conseillers exécutifs ;
- est le chef des services de la collectivité territoriale ;
- gère le domaine de la collectivité et exerce les pouvoirs de police afférents ;
- intente les actions en justice au nom de la collectivité territoriale en vertu de la décision de l'assemblée.

- d'un organe délibérant, nommé l'Assemblée de Martinique (qui remplace le conseil régional et le conseil général), constitué de 51 membres dont un Président et 4 vice-présidents.

I.2 – Contexte du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique est un document réglementaire ayant pour objectif de coordonner les actions en faveur d'une meilleure prévention et gestion des déchets en Martinique.

Celui-ci est élaboré par la Collectivité Territoriale de Martinique en concertation avec les acteurs des déchets du territoire, publics comme privés.

À terme, toute décision prise par les institutions publiques dans le domaine des déchets en matière de prévention et de gestion devront être en cohérence avec les orientations prévues par ce Plan et ses principes fondamentaux.

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique sera parfois remplacé par abréviation PPGDM dans les pages de ce rapport.

I.3 – Portée du Plan

Il est prévu que ce Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique vienne se substituer aux trois plans déjà présents :

- Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) ;
- Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (PDGDBTP);
- Le plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS).

À terme, ce plan concerne tous les déchets produits en Martinique et gérés en Martinique via des conventions avec d'autres territoires.

L'accent est aussi mis sur le développement de l'économie circulaire à travers un plan d'action dédié.

I.4 – Les étapes de l'élaboration du Plan

Le plan a été élaboré en concertation entre la CTM, les partenaires publics ainsi que privés autour de la problématique des déchets.

- La première phase : l'élaboration du projet de plan (de Septembre 2017 à Février 2019)

Mise en place :

- d'un comité de pilotage technique (composé des collectivités, des chambres consulaires et des services de l'État) ;
- d'une Commission Consultative de l'Élaboration et de Suivi de Plan (CCES) ;
- d'ateliers de concertation thématiques ;
- d'une information régulière de l'avancement du PPGDM auprès du public.

- Deuxième phase : les consultations réglementaires (de Mars 2019 à Juin 2019)

Consultations réglementaires effectuées auprès :

- des collectivités du territoire à compétence de collecte et traitements des déchets ;
- de la Conférence Territoriale de l'Action Publique et de la Préfecture ;
- des Régions limitrophes ;
- de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale.

- Troisième phase : l'Enquête Publique (de Septembre 2019 à Novembre 2019)

Chapitre II : Présentation de l'enquête publique

II.1 – Les points mis à l'Enquête Publique

L'enquête publique est une procédure de consultation dans laquelle le public est invité à préciser au Maître d'Ouvrage et à l'autorité organisatrice ses observations et ses propositions, soit en les consignant dans le registre d'enquête, soit par écrit en les adressant au Président de la Commission d'Enquête désigné par arrêté du Président du Tribunal Administratif.

Outre l'information du public, l'enquête publique présente deux autres intérêts fondamentaux :

- inciter le Maître d'Ouvrage de l'opération à mieux élaborer son projet et rendre les impacts négatifs acceptables ;
- éclairer l'autorité chargée de prendre la décision d'approbation de l'opération envisagée.

II.2 – Composition du dossier

Le dossier soumis à l'enquête publique était composé des documents suivants :

Pièces techniques

- une notice explicative du projet de Plan,
- le projet de Plan arrêté par la CTM,
- les annexes du projet de Plan,
- le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM,
- un résumé non technique de l'évaluation environnementale,
- une évaluation des enjeux économiques,
- une plaquette de présentation à destination du public.

Pièces administratives

- un arrêté de Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental,
- un arrêté d'ouverture de l'enquête publique,
- les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administratif, celui de la MRAE et les réponses apportées par la CTM,
- un registre d'enquête.

II.3 – Supports juridiques de l'Enquête Publique

Le projet a fait l'objet d'une concertation qui s'est déroulée en plusieurs étapes et qui repose sur plusieurs textes législatifs et réglementaires dont les principaux sont issus du Code de l'Environnement :

- Textes régissant la réglementation sur les déchets, parties législatives et réglementaires, au Livre V, Titre IV, Chapitre premier :
 - Partie législative : section 3, sous-section 1,
 - Partie réglementaire : section 2, sous-section 1 ;
- Textes régissant les évaluations environnementales des Plan et Programmes, parties législatives et réglementaires, au Livre premier, Titre II, Chapitre II ;
- Textes régissant l'Enquête Publique, parties législatives et réglementaires, au Livre premier, Titre II, Chapitre III.

II.4 – Publicité et affichage

Publicité

Conformément à l'arrêté n°19-PCE-496 du Juillet 2019, l'avis d'enquête publique a été publié tout d'abord dans deux journaux locaux, France-Antilles (le 08/08/2019) et Justice

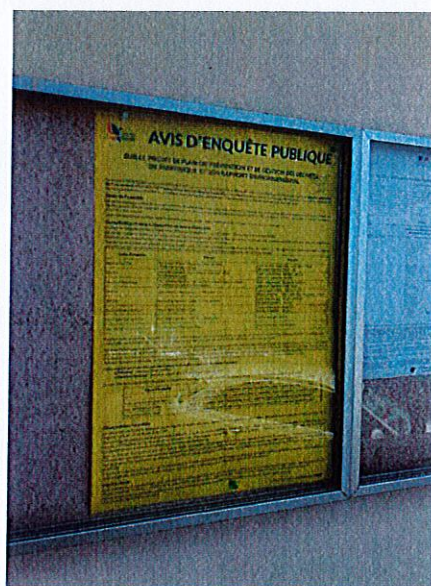
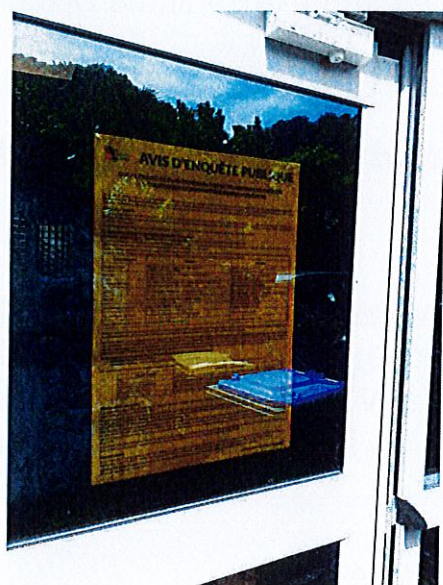
(le 21/08/2019), et une seconde fois dans deux journaux locaux, à savoir Antilla (le 05/09/2019) et de nouveau Justice (le 05/09/2019).

En plus de la publicité réglementaire, plusieurs autres axes de communication ont été mis à contribution : passage télévisé, interventions à la radio (avec des reportages et des communiqués), articles de presse, site internet de la CTM, présence sur les réseaux sociaux.

L'ensemble de ces actions de communication de la CTM est récapitulé dans les Annexes.

Affichage

L'avis d'ouverture de l'enquête publique a été affiché dans tous les lieux prévu par l'article 8 de l'arrêté n°19-PCE-496 au format réglementaire dans les délais impartis, soit au moins quinze jours avant le début de l'enquête.



Les procès-verbaux d'affichage sont mis en pièces jointes au présent rapport.

L'affichage a aussi été effectué par voie numérique sur le site internet de la Collectivité Territoriale de Martinique : <http://www.collectivitedemartinique.mq> également au moins quinze jours avant le début de l'enquête.

Chapitre III : Organisation et déroulement de l'enquête

III.1 – Numéro et date de l'arrêté du Président de la Collectivité Territoriale de Martinique

Monsieur le Président de la CTM, par arrêté n°19-PCE-496 en date du 31 juillet 2019 a décidé vu l'avis des autorités compétentes de l'Etat et de la CTM, qu'il sera procédé à l'ouverture d'une Enquête publique relative au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de l'Environnement.

Un registre d'enquête publique et un exemplaire du dossier ont été mis à disposition du public à la CTM, dans les Sous-Préfectures du Marin, de Saint-Pierre, de Trinité et dans les EPCI suivants : CAESM (Espace Sud Martinique), CACEM, Cap Nord Martinique et SMTVD durant toute la durée de l'enquête du 02 Septembre 2019 au 04 Octobre 2019 inclus.

III.2 – Numéro et date de la décision du Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France

Une Commission d'enquête a été désignée par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France par décision n°E19000010/97 pour répondre à la lettre du Président de la CTM enregistrée le 12/06/2019, en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique.

La Commission d'enquête publique est composée comme suit :

Président : Emile PASTEL.

Membres titulaires : Joseph URSULET et Garry Anthony JULIENO.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif s'est référé en l'espèce au Code de l'Environnement notamment en ses articles L.123-1 et suivants, au Code de l'Urbanisme

et à la liste d'aptitude aux fonctions de Commissaire Enquêteur établie au titre de l'année 2019.

III.3 – Documents cotés et paraphés par la Commission d'enquête publique

L'Enquête a été ouverte comme stipulé par l'arrêté du Président de la CTM en date du 31 Juillet 2019. Les membres de Commission ont en amont coté et paraphé les documents suivants :

- L'arrêté du Président de la CTM,
- Les registres d'Enquête publique comportant 32 pages,
- L'avis d'ouverture de l'Enquête publique,
- Les différents certificats d'affichage.

III.4 – Lieux, jours et heures de réception du Public par les membres de la Commission d'enquête

Les membres de La Commission ont tenu une permanence de 09 h à 12h comme suit :

- La CTM : les 02, 12, 20, 23, Septembre 2019 et le 03 Octobre 2019 ;
- La Sous-Préfecture de Saint-Pierre : les 03, 13, 17, 26 Septembre 2019 et le 04 Octobre 2019 ;
- La Sous-Préfecture de Trinité : les 05, 10, 19, 24, et 30 Septembre 2019 ;
- La Sous-Préfecture du Marin : les 02, 09, 16, 27 Septembre 2019 et 01 Octobre 2019.

PPGDM – EP du 02 septembre au 04 octobre 2019 Permanences des commissaires enquêteurs de 9h à 12h	CTM	Saint Pierre	Trinité	Marin
semaine du 02 au 06 septembre	lundi 02 septembre	mardi 03 septembre	jeudi 05 septembre	Lundi 02 septembre
semaine du 09 au 13 septembre	jeudi 12 septembre	vendredi 13 septembre	mardi 10 septembre	Lundi 09 septembre
semaine du 16 au 20 septembre	vendredi 20 septembre	mardi 17 septembre	jeudi 19 septembre	Lundi 16 septembre
semaine du 23 au 27 septembre	Lundi 23 septembre	jeudi 26 septembre	mardi 24 septembre	vendredi 27 septembre
semaine du 30 septembre au 04 octobre	jeudi 03 octobre	vendredi 04 octobre	lundi 30 septembre	Mardi 01 octobre

M. PASTEL

M. URSULET

M. JULIENO

III.5 – Heures d'ouverture au public des Services administratifs sièges de l'Enquête Publique

Le dossier complet et le Registre d'Enquête étaient à disposition du Public du 02 Septembre 2019 au 04 Octobre 2019 inclus aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- CTM : Lundi, Mardi et Jeudi de 08h à 17h, Mercredi et Vendredi de 8h à 13h.
- Sous-Préfecture du Marin : Lundi, Mardi et Jeudi de 8h à 12h30 et de 14h30 à 16h30, Mercredi et Vendredi de 8h à 12h.
- Sous-Préfecture de Saint-Pierre : du Lundi au Vendredi de 8h30 à 12h30.
- Sous-Préfecture de Trinité : du Lundi au Vendredi de 8h à 12h.

Également dans les EPCI :

- CACEM : Lundi, Mardi et Jeudi de 8h à 13h et de 14h à 16h, Mercredi et Vendredi de 8h à 13h.
- CAESM (Espace Sud) : Lundi de 7h30 à 13h et de 14h à 17h30, Mardi et Vendredi 7h30 à 14h, Mercredi de 7h30 à 13h30, Jeudi de 7h30 à 17h30.
- CAP Nord Martinique : Lundi, Mardi et Jeudi de 8h à 17h30, Mercredi et Vendredi de 8h à 13h15.

-
- SMTVD : Lundi, Mardi et Jeudi de 7h30 à 13h et de 14h à 17h, Mercredi et Vendredi de 7h30 à 13h.

III.6 – Réunions de la Commission d'Enquête

La Commission d'Enquête s'est réunie à plusieurs reprises :

- Le 25 Juin 2019 de 9h à 13h à la CTM (Antenne de la Pointe de Jaham à Schoelcher) : Présentation du dossier d'Enquête dans le détail par Madame Lecourt (Chargée de mission pour la planification, le suivi et l'évaluation des politiques environnementales).
- Le 29 Août 2019 de 10h30 à 12h30 au Lamentin : discussions portant sur le dossier d'Enquête et dispositions à prendre pour l'ouverture et le bon déroulement de l'Enquête publique.
- Le 08 Octobre 2019 de 9h30 à 12h30 au Lamentin : Bilan après la clôture de l'Enquête le 04 Octobre 2019.
- Le 23 Octobre 2019 de 9h30 à 11h30 au Lamentin : Rédaction du Rapport.
- Le 29 Octobre 2019 de 10h à 12h : Rédaction du Rapport.
- Le 31 Octobre 2019 de 9h30 à 15 h : Rédaction et impression du Rapport.

D' autre part les membres de la Commission d'Enquête ont été durant toute la procédure en relation permanente par téléphone ou par mail pour faire le point sur le déroulement de l'Enquête.

Chapitre IV : Déroulement de l'Enquête Publique

III.1 – Observations du Public

Auteurs	Observations
Mme Béatrice MONTAIGNE	<ul style="list-style-type: none">• estime que l'objectif de - 10% de déchets ménagers en 2025 n'est pas assez ambitieux, elle préconise - 10% par an jusqu'à 2025• trouve inacceptable que le Plan prévoit une augmentation aussi importante des déchets dangereux, lesquels passeraient de 18200T en 2016 à 35300T en 2031• se demande si la CTM peut expliciter la provenance de cette augmentation de déchets dangereux, et sa répartition (voir page 5 de la plaquette de présentation du PPGDM) <p>Ses propositions, pour les particuliers :</p> <ul style="list-style-type: none">• mise à disposition du public de petites poubelles de compostage (3 à 5 litres).• coordonner les actions locales de ramassage des déchets et de nettoyage des sites.• augmenter les plages horaires des déchetteries.• proposer des formations gratuites pour apprendre à réparer les objets du quotidien (télévisions, ordinateurs etc....).

Auteurs	Observations
	<p>Ses propositions, pour les industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre à disposition des containers pour les déchets non recyclés sur le territoire. • interdire le suremballage • imposer des restrictions sur l'impression et la distribution des prospectus.
RBBG	<ul style="list-style-type: none"> • avis favorable sauf introduction de bateaux venant de Guadeloupe compte tenu de l'exiguïté du territoire
Christian LOUIS-JOSEPH (Syndicat des Entrepreneurs en Bâtiment, Travaux Publics et Activités Annexes de Martinique) et Yann HONORÉ	<ul style="list-style-type: none"> • affirme que le PPGD ne prend pas en compte les stockages illicites de terres émanant des gros chantiers
Clément DEMAGNE	<ul style="list-style-type: none"> • suggère pour atteindre les objectifs du PPGD : <ul style="list-style-type: none"> x la densification du réseau de déchetteries x la verbalisation pour non-respect des procédures (VHU) x la réduction drastique des bacs collectifs x la vidéosurveillance des lieux habituels de dépôts sauvages x la mise en place de consigne • s'oppose à la solution choisie pour le traitement du verre
Assaupamar	<ul style="list-style-type: none"> • (voir le mémoire en réponse de l'Assaupamar dans les Annexes)
Valecom SAS	<ul style="list-style-type: none"> • signale la répétition dans la notice explicative les marques 3.13.1 et 3.13.2

Auteurs	Observations
Marie-Jeanne DOURE	<ul style="list-style-type: none"> propose davantage de campagnes d'information et de réunions dans les communes pour sensibiliser le public sur les conséquences sanitaires du non-respect du tri
Philippe TRUCA	<ul style="list-style-type: none"> (fait 10 propositions – voir le mémoire en réponse de l'Assaupamar dans les Annexes)
Régine AMORY	<ul style="list-style-type: none"> dénonce le comportement des habitants de son quartier ainsi que les réactions déplorables de la municipalité quant à la gestion des déchets salue l'initiative de la CTM propose des sanctions contre ceux individus ou professionnels qui ne respecteraient pas les directives du PPGDM souhaiterait avoir des précisions sur les responsabilités pour les déchets végétaux jetés en rivière (commune, CTM ou DEAL), et si des pouvoirs de sanctions existent déjà car ils ne semblent pas appliqués
Adivalor	<ul style="list-style-type: none"> cet organisme est surpris de constater que ses commentaires formulés le 14/02/19 par courriel, dans le cadre de l'élaboration du Plan via les travaux de la Commission consultative dont il est membre n'ont pas été pris en compte. joint en annexe des propositions portant sur l'organisation de la filière volontaire de l'agrofourriture (voir dans Annexes)
Olivier LEGRAND	<ul style="list-style-type: none"> s'inquiète de la dérive constatée s'agissant de la vente de cocos au bord des routes, dans des bouteilles et boîtes en plastique ce qui augmente les déchets jetés dans la nature propose de demander aux Compagnies aériennes

Auteurs	Observations
	<p>locales d'arrêter l'utilisation de timbales en plastique à bord</p> <ul style="list-style-type: none"> • préconise l'interdiction pour les snacks itinérants de vendre des repas dans des barquettes en plastique, avec en plus des couverts également en plastique à usage unique • préconise la mise en place d'une brigade spéciale qui arpenterait les plages pour sensibiliser le public à la protection de l'environnement, et éventuellement réprimer en cas d'incivilité

III.2 – Argumentaire du Pétitionnaire

Dans ses conclusions, le Pétitionnaire avance les points suivants, dont l'intégralité du document transmis est mis dans les Annexes.

“ La CTM salue la participation des contributeurs à cette enquête publique et leur implication dans la démarche.

La majorité des observations émises sont en cohérence avec le PPGDM.

Ainsi, les différentes propositions concernant l'amélioration de la communication, la collecte des bio déchets, les déchetteries, le TMB, l'augmentation des points de collecte (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques et déchets dangereux) et du nombre de bornes de tri, le compostage, les formations à la réparation, la mise en place de la consigne, la gestion des Véhicules Hors d'Usage, les actions de prévention et de nettoyage ainsi que la répression et des sanctions, sont en pleine adéquation avec les orientations du Plan et les actions déjà retenues.

Et les suggestions pour l'interdiction des plastiques vont dans le sens des évolutions réglementaires à mettre en œuvre dans les prochaines années et qui s'imposeront au Plan.

S'agissant des observations relatives aux objectifs retenus par le Plan, à l'organisation des quais de transferts, à l'évolution des tonnages de déchets dangereux et à leur mode de collecte, des éléments de compréhension et d'explications ont été fournis en indiquant les paragraphes du Plan concernés.

Des précisions ont été également apportées sur la gestion des Bateaux Hors d'Usage, la collecte des déchets professionnels, l'estimation des terres et l'organisation de la filière des déchets d'agrofourniture.

Le cadre réglementaire existant et le périmètre du Plan ne permettent pas d'inscrire au Plan la priorisation de l'enfouissement par rapport à l'incinération, l'interdiction du suremballage, les restrictions pour les prospectus et l'augmentation des garanties pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques.

Toutefois, les actions retenues dans le Plan pourront contribuer à limiter tant l'enfouissement que le suremballage et la production de prospectus, et à favoriser une consommation durable limitant la production de déchets.

Pour les bacs collectifs, il paraît indispensable de maintenir leur nombre dans un souci de sécurisation et d'optimisation des collectes.

A la vue des faibles gisements de verre, la solution de valorisation retenue est pour l'instant la plus pertinente.

Sur le traitement de l'amiante, le Plan laisse ouvert à tout type de traitements conforme à la réglementation.

Par ailleurs, la notice explicative, le paragraphe du Plan sur l'organisation de la filière volontaire de l'agrofourniture, celui sur l'état des lieux de la prévention en lien avec le Plan de Réduction des Déchets de Martinique de 2011 et le résumé non technique de l'évaluation environnemental seront amendés pour tenir compte des remarques et pour une meilleure compréhension comme précisé précédemment dans les tableaux."

Deuxième partie :

Conclusions et avis motivé de la **Commission d'Enquête**

A) Commentaires de la Commission d'Enquête

Mise en place de l'Enquête

Par décision n°E19000010/97 en date du 17 Juin 2019, le Président du Tribunal Administratif a désigné une Commission d'Enquête pour faire suite à la demande en date du 05 Juin 2019 du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) 05 et enregistrée le 12 Juin 2019.

L'enquête a été organisée du 02 Septembre 2019 au 04 Octobre 2019 sur différents lieux de permanence, au siège de la CTM à Fort-de-France, ainsi qu'aux sous-préfectures de Saint-Pierre, de Trinité et du Marin.

Le public a été informé par voie d'affichage réglementaire dans divers points d'accueil, les lieux de permanence déjà cités et également aux sièges des trois EPCI du territoire, aux mairies de chacune des communes de l'île ainsi qu'au SMTVD du Robert, et par publication dans trois journaux locaux France-Antilles, Antilla et Justice respectivement les 21 Août 2019, 05 Septembre 2019, 08 Août 2019 et 05 Septembre 2019.

L'ensemble des permanences ont été tenues sans incident important à signaler.

Le dossier d'enquête publique était composé de toutes les pièces requises. Il pouvait en outre être consulté sur place dans de bonnes conditions tous les jours aux heures d'ouverture des divers lieux où il était mis à disposition. Le personnel sur place a été correctement sensibilisé à certains points de procédure et à l'accompagnement des personnes souhaitant consulter les pièces de ce dossier.

Ce dossier était également consultable par voie numérique sur le site de la CTM : <http://www.collectivitedemartinique.mq>.

Climat de l'Enquête

L'enquête s'est déroulée sans incident, avec un très bon accueil des membres du personnel des lieux de permanence, le siège de la Collectivité Territoriale de Martinique et les sous-préfectures de Saint-Pierre, de Trinité et du Marin.

Clôture de l'Enquête

L'enquête publique a été close par la Commission d'Enquête à la fin de la dernière permanence le vendredi 04 Octobre 2019 à 14 heures.

On peut toutefois déplorer le nombre très réduit d'observations portées à l'attention de la Commission d'Enquête, que ce soit par voie écrite papier ou numérique, compte-tenu de l'ampleur et de la portée du projet de Plan. D'autant que les dossiers ont été régulièrement consultés par le public, en particulier à la sous-préfecture de Trinité, mais avec la réticence de laisser un avis détaillé sur le registre sans qu'aucun motif ne soit précisé.

Notons cependant que les avis récoltés sont assez diversifiés et représentatifs d'interrogations légitimes sur un tel projet de Plan.

B) Conclusion et avis de la Commission d'Enquête

Sur la Forme :

- Les règles de publicité en vigueur ont été respectées, dans les délais prescrits par l'article 8 de l'arrêté n°19-PCE-496 en date du 31 Juillet 2019 de Monsieur le Président de la CTM, et dûment constatées par les membres de la Commission d'Enquête.
- Le dossier mis à l'Enquête publique, ainsi que les registres ont été tenus à disposition du Public aux heures d'ouverture de la CTM, des sous-préfectures, des EPCI et est consultable et téléchargeable sur le site de la CTM : <http://www.collectivitede martinique.mq> en respect de l'article 6 du même arrêté.
- Le Président de la CTM a pour avis conformément aux dispositions en vigueur notamment celles prescrites par le Code de l'Environnement (R.541-22) consulté les organes délibérants de la Collectivité Territoriale ainsi que les Institutions de l'Etat compétentes en l'espèce.
- L'Enquête s'est déroulée normalement et les membres de la Commission d'Enquête ont assuré leurs permanences comme stipulé à l'article 6, (dernier alinéa) de l'arrêté n° 19-PCE-496 en date du 31 Juillet 2019, de Monsieur le Président de la CTM.

Sur le fond :

- Vu le Code de l'Environnement en ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-13 et suivants, R.541-14 et suivants R.541-22.
- Vu la délibération n°15-1946-1 du Conseil Régional en date du 30 Octobre 2015 portant lancement de l'élaboration du PPGDM.
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 Décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil exécutif de Martinique et de son Président.

-
- Vu l'avis favorable de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM en date du 19 février 2019 sur le projet de PPGDM et sur le projet de Rapport environnemental.
 - Vu les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation administrative prévue à l'article R.541-22 du Code de l'Environnement sur le projet de Plan et le projet de rapport environnemental.
 - Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 02 Mai 2019.
 - Vu l'avis favorable du Conseil exécutif en date du 23 Mai 2019.
 - Vu l'avis favorable de l'Assemblée plénière de Martinique en sa séance du 21 Juin 2019.
 - Vu l'arrêté n°19-PCE-417 en date du 24 Juin 2019 du Président du Conseil exécutif arrêtant le projet de Plan et son rapport environnemental.
 - Vu l'arrêté n°19-PCE-422 en date du 24 Juin 2019 du Président du Conseil Exécutif.
 - Considérant les observations, les critiques et les propositions du Public.
 - Considérant le Mémoire de la CTM en réponse à la contribution du Public.
 - Considérant la volonté manifestée dans le Plan d'une meilleure organisation de la Prévention et de la gestion des déchets sur le territoire.
 - Considérant les dérives actuelles constatées quotidiennement traduisant un non-respect manifeste de l'Environnement qu'il convient de sanctionner après une phase d'information et de prévention.
 - Considérant que le projet de PPGDM est un outil indispensable à la modernisation et à la rationalisation de la protection de notre Environnement.

-
- Considérant que le projet de Plan peut être amendé pour tenir compte de certaines propositions pertinentes émises par le Public.

PAR CES MOTIFS, LA COMMISSION D'ENQUÊTE EMET :

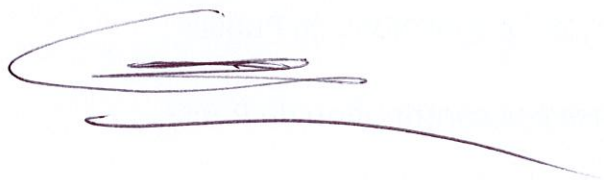
UN AVIS FAVORABLE

sur le Projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et son évaluation environnementale.

Fort-de-France, le 31 Octobre 2019.

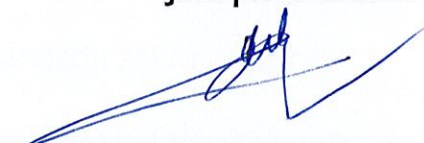
**Le Président de la
Commission d'Enquête**

Emile PASTEL

A large, stylized signature in dark ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

**Les membres titulaires de la
Commission d'Enquête**

Joseph URSULET

A signature in blue ink, featuring a prominent loop and a long horizontal stroke.

Garry Anthony JULIENO

A signature in dark ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke.

Liste des pièces jointes

- Décision n°E19000010/97 du Tribunal Administratif du 17 Juin 2019
- Arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM n°19-PCE-417 du 24 Juin 2019
- Arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM n°19-PCE-496 du 31 Juillet 2019
- Avis d'ouverture de l'Enquête Publique

Liste des annexes

- Récapitulatif des actions de communication autour du projet de Plan
- Copies des annonces légales :
 - France-Antilles du 21 Août 2019
 - Antilla du 05 Septembre 2019
 - Justice des 08 Août 2019 et 05 Septembre 2019
- Certificats de téléchargement transmis la date du 31 Octobre 2019
- Certificats d'affichage transmis à la date du 31 Octobre 2019
- Mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA
MARTINIQUE

17/06/2019

N° E19000010 /97

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation d'une commission d'enquête

CODE :

Vu enregistrée le 12/06/2019, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- *l'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique (PPGDM) ;*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Monsieur Emile PASTEL.

Membres titulaires :

Monsieur Joseph URSULET,
Monsieur Garry JULIENO.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : Une provision de 600 euros sera versée par la Collectivité Territoriale de Martinique à M. Emile PASTEL au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique, aux membres de la commission d'enquête et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Schœlcher, le 17/06/2019

Le Président,

Dominique PRUVOST



Copie certifiée conforme
La Greffière en Chef

Rosalie PILOTIN

ARRETE N° PCE - 417 du

Portant arrêt du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique
(PPGDM) et son rapport environnemental

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 541-13 et suivants ; et les articles R.541-14 et R.541-22 ;
Vu la délibération n°15-1946-1 du Conseil Régional du 30 octobre 2015 portant lancement de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'avis favorable de la Commission consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM, en date du 19 février 2019,
Vu l'avis favorable de la CAESM (Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud) en date du 02 avril 2019,
Vu l'avis favorable du Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) en date du 04 avril 2019 ;
Vu l'avis favorable de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) en date du 09 avril 2019,
Vu l'avis favorable de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique) en date du 24 avril 2019,
Vu l'avis de la Collectivité Territoriale de Guyane en date du 29 avril 2019,
Vu l'avis favorable du Préfet de Région Martinique en date du 17 mai 2019,
Vu l'avis favorable de CAP Nord (Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique) en date du 21 mai 2019,
Vu l'avis favorable de la Région Guadeloupe en date du 04 juin 2019,
Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 02 mai 2019,
Vu les modifications apportées au projet de Plan pour tenir compte des avis recueillis,
Vu l'avis de l'Assemblée de Martinique en date du 21 juin 2019,

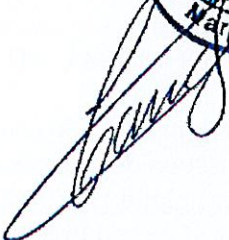
Considérant que la création de la Collectivité Territoriale de Martinique constituées en application de la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par la Région et le Département auxquels elle succède, que ces actes et délibérations demeurent applicables, dans le champ d'application qui était le leur avant le 01 janvier 2016, jusqu'à leur remplacement, pour ceux qui ont un caractère réglementaire, par de nouveaux actes et délibérations applicables sur le territoire de la nouvelle collectivité ;

ARRETE

Article 1 : Le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et le rapport environnemental ci-annexés, sont arrêtés.

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Alfred MARIE-JEANNE
Président du Conseil Exécutif
Collectivité Territoriale de Martinique



24 JUIN 2019

Transmis à la préfecture le : 31 JUIL. 2019
Notifié le :

ARRÊTÉ N°19-PCE-496

**portant abrogation de l'arrêté n°19-PCE-422 et ouverture d'enquête publique relative
au Plan de Prévention
et de Gestion des Déchets de Martinique
et son évaluation environnementale**

Le Président de la Collectivité Territoriale,

VU le code général des Collectivités Territoriales ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-13 et suivants, et R.541-14 et suivants
du Code de l'Environnement;

VU la délibération du n°15-1946-1 du Conseil Régional du 30 octobre 2015 portant lancement de
l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM);

VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à
l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

VU l'avis favorable de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM,
en date du 19 février 2019 sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de
Martinique et sur le projet de rapport environnemental ;

VU les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation administrative
prévue à l'article R.541-22 du Code de l'Environnement sur le projet de Plan et le projet de rapport
environnemental;

VU l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 02 mai 2019;

VU l'avis favorable du Conseil Exécutif en date du 23 mai 2019;

VU l'avis favorable de l'Assemblée Plénière de Martinique lors de sa séance du 21 juin 2019;

VU l'arrêté n°19PCE417 en date du 24 juin 2019 du Président du Conseil exécutif arrêtant le projet
de plan et son rapport environnemental;

VU l'arrêté n°19-PCE-422 en date du 24 juin 2019 du Président du Conseil exécutif

VU la décision n° E19000010 /97 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de
Martinique en date du 17 juin 2019 désignant une commission d'enquête;

Après la consultation des membres de la commission d'enquête ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté 19-PCE-422 portant ouverture de l'enquête publique relative au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et son évaluation environnementale est abrogé.

ARTICLE 2

Préalablement à son adoption par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et son rapport d'évaluation environnementale sont soumis à enquête publique du lundi 02 septembre 2019 au vendredi 04 octobre 2019 inclus, soit une durée de 33 jours consécutifs.

L'autorité responsable du Plan, objet de l'enquête publique, est M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

Le projet de Plan fixe un cadre pour la prévention et la gestion des déchets aux échéances de 6 et 12 ans, en concertation avec les partenaires concernés, conformément à l'article R.541-16 du code de l'environnement.

Il est accompagné d'un rapport environnemental établi conformément aux dispositions des articles L.122-6 et R.122-20 du code de l'Environnement.

L'enquête publique se déroule sur tout le territoire de la Martinique. Elle a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts de tiers.

Elle est organisée conformément au code de l'environnement et notamment de ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-14 et suivants, et R.541-13 et suivants.

ARTICLE 3

Une commission d'enquête a été désignée comme suit par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de la Martinique le 17 juin 2019 :

Président	Monsieur Emile PASTEL
Membres Titulaires	Monsieur Joseph URSULET Monsieur Garry JULIENO

En cas d'empêchement de Monsieur Emile PASTEL, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Joseph URSULET, membre titulaire de la commission.

ARTICLE 4

Le dossier d'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets et aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, à savoir:

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes,
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la MRAE et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public,
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique,
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

ARTICLE 5

Le siège de l'enquête publique est fixé à l'hôtel de la CTM rue Gaston Defferre, Cluny CS 30137 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX

ARTICLE 6

L'enquête publique se déroulera du lundi 02 septembre 2019 8h au vendredi 04 octobre 2019 14h inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter le dossier et consigner par écrit ses observations sur les registres ouverts à cet effet, aux lieux, jours et horaires d'ouverture au public indiqués dans le tableau suivant :

CTM	Adresse	Horaires
Hôtel de la CTM	Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort de France CEDEX	Lundi, Mardi et Jeudi : 7h30 - 13h / 14h - 17h30 Mercredi et Vendredi : 7h30 - 13h
EPCI	Adresses	Horaires
CACEM	Immeuble Cascade III Place François Mitterrand BP 407 97204 Fort-de-France	Lundi, mardi et jeudi : 8h00-13h00 / 14h00-16h00 Mercredi et vendredi : 8h00-13h00
CAP NORD MARTINIQUE	39, Lotissement La Marie (au rez-de-chaussée des installations modulaires annexes au bâtiment principal) 97225 Le Marigot	Lundi, mardi et jeudi : 8h30-13h00 / 15h00-17h00 Mercredi et vendredi : 8h30-12h30
Espace Sud de la Martinique	Lotissement Les Frangipaniens 97228 Sainte Luce	Lundi -Jeudi : 7 heures 30 – 13 heures / 14 heures – 17 heures 30 Mardi – Vendredi : 7 heures 30 – 14 heures Mercredi : 7 heures 30 – 13 heures 30
SMTVD	Route de la Pointe Jean-Claude 97231 le Robert	Lundi, mardi et jeudi : 8h00-13h00 / 14h00-17h00 Mercredi et vendredi : 8h00-13h00

Préfecture et sous-préfecture	Adresses	Horaires
Sous-préfecture du Marin	Morne Désir 97290 Le Marin	Lundi, mardi et jeudi : 8h00-12h30 Mercredi et vendredi : 8h00-12h00
Sous-préfecture de Trinité	Rue Joseph Lagrosillière - BP 17 97235 La Trinité Cedex	Lundi au vendredi : 8h00-12h00
Sous-Préfecture de Saint-Pierre	Rue Augustin-Archambaud - BP 346 97448 Saint-Pierre Cedex	Lundi au Vendredi : 08h30-12h30

Ces registres établis sur feuillets non mobiles seront cotés et paraphés par le Président de la commission d'enquête.

De même, pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est :

- consultable et téléchargeable sur le site de la CTM : <http://www.collectivitedemartinique.mq/>
- consultable gratuitement sur un poste informatique au siège de l'enquête (Hôtel de la CTM) aux heures d'ouverture au public.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra adresser ses observations par voie électronique à enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq ou par voie postale (cachet de la Poste faisant foi) à :

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique
Collectivité Territoriale de Martinique, Direction Générale Adjointe Attractivité, Direction de l'Environnement et de l'Énergie,
Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137
97201 Fort de France CEDEX
 avec la mention « NE PAS OUVRIR ».

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

Lieu d'enquête	Dates des permanences	Horaires des permanences
CTM	Lundi 02 septembre, Jeudi 12 septembre, Vendredi 20 septembre, Lundi 23 septembre, Jeudi 03 octobre	9h00-12h00
Sous-préfecture de Saint-Pierre	Mardi 03 septembre, Vendredi 13 septembre, Mardi 17 septembre, Jeudi 26 septembre, vendredi 04 octobre	9h00-12h00
Sous-préfecture de Trinité	Jeudi 05 septembre, Mardi 10 septembre, Jeudi 19 septembre, Mardi 24 septembre, Lundi 30 septembre	9h00-12h00
Sous-préfecture du Marin	Lundi 02 septembre, Lundi 09 septembre, Lundi 16 septembre, Vendredi 27 septembre, Mardi 01 octobre	9h00-12h00

ARTICLE 7

Conformément aux dispositions de l'article R123-13 du Code de l'Environnement, les observations du public déposées sur les registres d'enquête publique ou adressées par voie postale ou électronique sont consultables au siège de l'enquête et mis en ligne sur le site de la collectivité dans les meilleurs délais. Ces observations seront disponibles pendant la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne peut demander, à ses frais, communication du dossier d'enquête publique et des observations du public, en s'adressant, par voie postale à Collectivité Territoriale de Martinique, Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 -97201 Fort de France CEDEX, ou par voie électronique à enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

ARTICLE 8

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis d'enquête sera publié par voie d'affiche à la Collectivité Territoriale de Martinique, en Préfecture, en sous-préfectures de Trinité, Marin et Saint-Pierre, aux sièges de la CACEM, de CAPNORD, de la CAESM et du SMTVD et dans l'ensemble des communes situées sur le territoire de la Martinique.

Les certificats d'affichage seront transmis en fin d'enquête à Monsieur le Président de la CTM, rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort-de-France CEDEX.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pour rappel dans les huit premiers jours, un avis sera inséré en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le périmètre concerné par le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets et le projet de rapport d'évaluation environnementale de la Martinique.

Cet avis sera également publié sur le site internet de la Collectivité Territoriale de Martinique (<http://www.collectivitedemartinique.mq/>) quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai d'enquête, les registres sont récupérés par les services de la Collectivité Territoriale de Martinique, transmis sans délai au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception des registres et documents annexés, le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, les services de la Collectivité Territoriale de Martinique et leur communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

La Collectivité Territoriale de Martinique dispose d'un délai de quinze jours pour produire un mémoire en réponse.

ARTICLE 10

A l'issue de l'enquête, la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le président de la commission d'enquête transmet à la Collectivité Territoriale de Martinique (Direction Générale Adjointe chargée de l'Attractivité, Direction de l'Environnement et de l'Énergie, rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort-de-France CEDEX)

l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête publique, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du Tribunal Administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le président de la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à la Collectivité Territoriale de Martinique, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L.123-15 du code de l'environnement, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L.123-15 du code de l'environnement.

ARTICLE 11

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront déposés, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort-de-France CEDEX, où le public pourra les consulter.

Le rapport et les conclusions seront également publiés sur le site internet de la Collectivité Territoriale de Martinique pendant un an.

Par ailleurs, toute personne intéressée pourra obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique, Direction de l'Environnement et de l'Énergie, rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort-de-France CEDEX, ou par mail, dans les conditions prévues au titre premier de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs, et de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration.

ARTICLE 12

A l'issue de l'enquête publique, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et ainsi que son rapport environnemental, éventuellement modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront soumis à délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 13

Toute information complémentaire peut être obtenue en s'adressant à :

Collectivité Territoriale de Martinique
Direction Générale Adjointe Attractivité- Direction de l'Environnement et de l'Énergie,
Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort-de-France CEDEX
Tél : 0596 59 64 18 / 0596 55 62 26 / 0596 72 21 33
Courriels : katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq /
Odile.rosine@collectivitedemartinique.mq / sandrine.vernes@collectivitedemartinique.mq
/christina.delbe@collectivitedemartinique.mq

ARTICLE 14

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Préfet et les Sous-Préfets de la Martinique, les Présidents des groupements de communes et les maires visés aux articles 6 et 7, le président de la commission d'enquête sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté, dont une copie sera adressée à M. le Président du Tribunal administratif de Martinique.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Martinique.

ARTICLE 15

Le présent arrêté peut être contesté auprès du Tribunal Administratif de Fort de France dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Le Président du Conseil Exécutif de la CTM

M. Alfred MARIE-JEANNE

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTÉ



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Par Arrêté n° 19-PCE-496 en date du 31/07/2019 du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), il sera procédé du lundi 02 septembre 2019 au vendredi 04 octobre 2019 inclus, soit une durée de 33 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental, préalablement à son adoption par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Objet de l'enquête

L'enquête publique se déroule sur tout le territoire de la Martinique. Elle a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts de tiers. Elle est organisée conformément au code de l'environnement et notamment de ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-14 et suivants, et R.541-13 et suivants. L'autorité responsable du Plan, objet de l'enquête publique, est M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Consultation et mise à disposition du dossier d'enquête

Le siège de l'enquête est fixé à l'hôtel de la CTM rue Gaston Defferre - Cluny CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Le dossier d'enquête publique est composé d'une notice explicative, du projet de Plan, du rapport environnemental et son résumé non technique, des avis émis et des réponses, d'une évaluation des enjeux économiques et d'une plaquette de présentation.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter le dossier et consigner par écrit ses observations sur les registres (à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par les commissaires enquêteurs) ouverts à cet effet, aux lieux, jours et horaires indiqués dans le tableau suivant :

Lieux d'enquête	Adresse	Horaires
Hôtel de la CTM	Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort de France CEDEX	Lundi, mardi et jeudi : 7h30 - 13h / 14h - 17h30 Mercredi et vendredi : 7h30 - 13h
CACEM	Immeuble Cascade III - Place François Mitterrand BP 407 - 97204 Fort-de-France	Lundi, mardi et jeudi : 8h00-13h / 14h-16h Mercredi et vendredi : 8h-13h
Cap Nord Martinique	39, Lotissement La Marie - (RDC des installations modulaires annexes au bâtiment principal) - 97225 Le Marigot	Lundi, mardi et jeudi : 8h30-13h / 15h-17h Mercredi et vendredi : 8h30-12h30
CAESM	Lotissement Les Frangipanières 97228 Sainte Luce	Lundi et jeudi : 7h30 - 13h / 14h - 17h 30 Mardi et vendredi : 7 h30 - 14 h/ mercredi : 7h30 - 13h30
SMTVO	Route de la Pointe Jean-Claude 97231 Le Robert	Lundi, mardi et jeudi : 8h-13h / 14h-17h Mercredi et vendredi : 8h-13h00
Sous-préfecture du Marin	Morne Désir 97290 Le Marin	Lundi, mardi et jeudi : 8h-12h30 Mercredi et vendredi : 8h-12h
Sous-préfecture de Trinité	Rue Joseph Lagrosillière 97235 La Trinité Cedex	Lundi au vendredi : 8h-12h
Sous-Préfecture de Saint-Pierre	21 Rue Caylus 97250 Saint-Pierre	Lundi au vendredi : 08h30-12h30

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable et téléchargeable sur le site de la CTM : <http://www.collectivitedemartinique.mq/> et consultable gratuitement sur un poste informatique au siège de l'enquête (Hôtel de la CTM) aux heures d'ouverture au public.

Les observations pourront également être adressées par voie électronique à : enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq ou par voie postale avec la mention « NE PAS OUVRIR » du lundi 02 septembre 2019 8h au vendredi 04 octobre 2019 14h inclus (cachet de la Poste faisant foi) à l'attention de Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique - Collectivité Territoriale de Martinique, Direction Adjointe Attractivité, Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX.

Cette enquête sera conduite par une commission d'enquête composée des membres suivants :

- Président : Monsieur Emile PASTEL,
- Membres titulaires :
Monsieur Joseph URSULET,
Monsieur Garry JULIEN.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux et jours suivants, de 9h à 12h :

Lieux d'enquête	Dates des permanences
CTM	Lundi 02, jeudi 12, vendredi 20, lundi 23 septembre, jeudi 03 octobre
Sous-préfecture de Saint-Pierre	Mardi 03, vendredi 13, mardi 17, jeudi 26 septembre, vendredi 04 octobre
Sous-préfecture de Trinité	Jeudi 05, mardi 10, jeudi 19, mardi 24, lundi 30 septembre
Sous-préfecture du Marin	Lundi 02, lundi 09, lundi 16, vendredi 27 septembre, mardi 01 octobre

Observations du public

Les observations du public déposées sur les registres d'enquête et celles adressées par voie postale ou électronique sont consultables, pendant la durée de l'enquête, au siège de l'enquête et sur le site de la CTM.

Durant l'enquête publique, toute personne peut demander, à ses frais, communication du dossier d'enquête publique et des observations du public, en s'adressant, par voie postale, à CTM, Direction de l'Énergie et de l'Environnement - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX, et par voie électronique à enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête transmettra le rapport, les conclusions et l'avis motivé de la commission d'enquête accompagnés des registres et des pièces annexées, au Président de la CTM et simultanément une copie au Président du Tribunal administratif de Fort de France. Ces documents seront tenus à disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à l'hôtel de la CTM et publiés sur le site internet de la CTM.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et ainsi que son rapport environnemental, éventuellement modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront soumis à délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique.

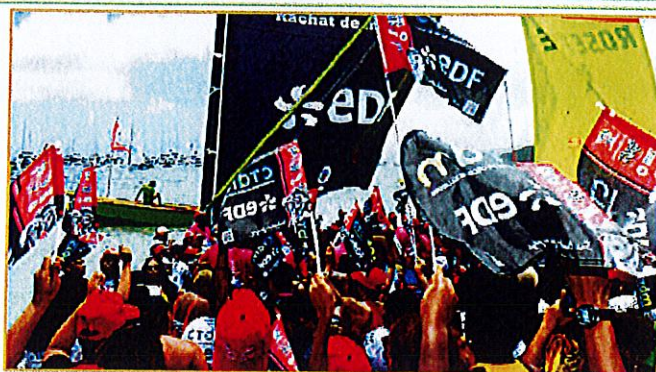
Interlocuteurs

Toute information complémentaire peut être obtenue en s'adressant à la CTM, par voie postale : Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort-de-France CEDEX, par téléphone : 0596 59 64 18 / 0596 55 62 26 / 0596 72 21 33 ou par voie électronique à : katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq christina.delbe@collectivitedemartinique.mq sandrine.vernes@collectivitedemartinique.mq odile.rosine@collectivitedemartinique.mq

35ième tour : Merci aux coursiers et organisateurs



Un équipage heureux, un président satisfait, un tour mémorable !
Georges Henry Lagier, Djany Rémy, Alain Richard et des coursiers



CTDM/EDF entre dans la cour des mapipis avec deux victoires à son actif



Diet Discount a mis plus de 36 heures pour le tour, un courage salué par la presse



Le PCE de la CTMA. Marie-Jeanne, Félix Méline, un patron, respecté de ses adversaires et choyé par le public



La relève est bien présente : Loïc Mas et Djany Rémy
chacun un tour à leur palmarès



La lutte fut intense entre les yoleurs sur une mer clémente

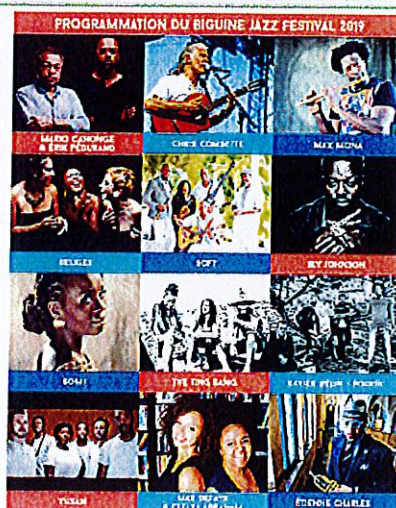
Tour de la Guadeloupe : Notre sélection en mauvaise passe



Mickaël Stanislas et Thierry Ragot et Cédric Eustache de la Sélection de la Martinique ont abandonné la compétition après une chute dont ils ne se sont pas remis. Restent 3 coureurs au team pour tenter de gagner une étape car piégés dès les premières étapes. Ils restent toutefois très combattifs et confiants.

Biguine jazz: Un programme alléchant

La 17ième édition de Biguine Jazz, le festival de référence de jazz créole, aura lieu du 9 au 15 août 2019. Trois concerts sont programmés (Bakoua, Saint-Pierre et l'Appaloosarena) avec des artistes de talents qui n'ont de cesse de nous étonner et des jeunes artistes émergents. Sans doute à ne pas manquer par les amateurs de bonne musique



Jeudi 8 Août 2019 - Justice N° 32



PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

ENQUETE PUBLIQUE 02/09 au 04/10

ACTIONS DE COMMUNICATION

Actions	Dates / lieux / supports
Affichage de l'avis	Du 14 aout au 4 octobre 2019 dans les 34 communes, 4 EPCI, préfecture, 3 sous-préfectures et la CTM (plateau Roy, hôtel de l'assemblée, Centre administratif
Parutions de l'avis dans la presse	Justice : 8/08/19 et France Antilles : 21/08/19 Antilla : 5/09/19 et Justice : 5/09/19
Passage TV	Journal ATV bande actualité : 02/09/19
Interview radio	Reportages radio sur Martinique1ere les 4 et 5 septembre : Assaupamar et SIDREP Journaux de 7h et 8H
Communiqués radio	Communiqués du 2 septembre au 4 octobre sur Martinique 1ère, 3 à 4 fois par jour sur les différents plages horaires dédiées aux communiqués
Articles presse	France Antilles du 05/09/19 : interview de M. Louis BOUTRIN sur une page pleine Envois de communiqués à toute la presse par mail et par WhatsApp
Réseaux sociaux	<p>Facebook : publication du 2 septembre jusqu'au 4 octobre épinglé à la Une jusqu'au 30 septembre Reprise de l'interview de FA le 11 septembre Vidéo sur le PPGDM 3 et 4 octobre</p> <p>Twitter : Publication à partir du 2 septembre / épinglé en Une Interview du Conseiller Louis BOUTRIN France-Antilles le 11septembre Relance de la publication le 24 septembre Chaque publication a un lien qui ramène au site de la CTM sur le PPGDM</p> <p>Statistiques : Publication du 2 septembre épinglé en Une 11 572 vues/949 interactions/ 78 partages/ 743 clics Publication du 11 septembre 2150 vues/ 239 interactions /11 partages/ 170 clics Publication Vidéo / 3 partages/ 767 vues/ 30 interactions/ 24 clics</p>
Site CTM – mise en ligne	Mise en ligne de l'avis Plan de Déchets le 5 août 2019 Publication du dossier Plan Déchets le 2 septembre 2019
Relais de l'information	Transmission courrier par mail aux membres de la CCES et participants ateliers 18/09/2019 Sur les sites internet de la CCI, Préfecture, CMA : à partir du 02/09/2019 Directement aux professionnels par la CCI et la CMA : mi-septembre
Rappel en signature des mails de la DEE	Semaine 39

LE POL À GRATTER

[illegible]

Aujourd'hui
Animations au musée
du Père-Pinçon

[illegible]

SOLIDARITÉ
Don du sang

**Specialized, Differentiating, and
Differentiating**—The *Journal of Management Education* is a leading journal in the field of management education. It is a peer-reviewed journal that publishes research, theory, and practice in the field of management education. The journal is published by the American Management Education Association (AMEA). The journal is a leading journal in the field of management education. It is a peer-reviewed journal that publishes research, theory, and practice in the field of management education. The journal is published by the American Management Education Association (AMEA).

AGENDA

Enquête pour les notiers du Semestre

VIENNT DE PARAÎTRE

Wouj. Le monde des jouets créoles



Armé pour faire la guerre... à sa femme et ses voisins

UN POCO DI CONTEMPORANEO del **Foto di Palazzo a cordone** un **paesaggio** di **Stefano Azzurro** e **Stefano Azzurro**.

Les années, problème

renement en Hollande
Pour le moment, il n'y a pas de danger pour le pays. Les deux autres candidats hollandais ont promis de respecter les principes de la Constitution et de ne pas se joindre au mouvement de Hollande et de modifier de façon substantielle les principes de la Constitution. Les deux autres candidats ont promis de respecter les principes de la Constitution et de ne pas se joindre au mouvement de Hollande et de modifier de façon substantielle les principes de la Constitution.

Schweitzer : le bus qui a pris feu avait été contrôlé

Enfin, la dévotion locale pour les saints locaux, souvent des saints régionaux ou nationaux, est une autre dimension importante de la religiosité. Les saints locaux sont souvent des figures historiques ou légendaires qui ont été canonisés par l'Église. Ils sont souvent associés à des lieux spécifiques, comme des villages ou des régions, et sont souvent invoqués pour obtenir la protection ou la bénédiction de ces lieux. Les fêtes locales en l'honneur des saints locaux sont souvent très populaires et attirent de nombreux fidèles.



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

[illegible]

1. NAME OF THE VESSEL 2. TYPE OF VESSEL 3. REGISTRATION NO. 4. DATE OF DEPARTURE 5. DATE OF RETURN 6. NAME OF THE CAPTAIN 7. NAME OF THE MASTER 8. NAME OF THE FIRST OFFICER 9. NAME OF THE SECOND OFFICER 10. NAME OF THE THIRD OFFICER 11. NAME OF THE FOURTH OFFICER 12. NAME OF THE FIFTH OFFICER 13. NAME OF THE SIXTH OFFICER 14. NAME OF THE SEVENTH OFFICER 15. NAME OF THE EIGHTH OFFICER 16. NAME OF THE NINTH OFFICER 17. NAME OF THE TENTH OFFICER 18. NAME OF THE ELEVENTH OFFICER 19. NAME OF THE TWELFTH OFFICER 20. NAME OF THE THIRTEENTH OFFICER 21. NAME OF THE FOURTEENTH OFFICER 22. NAME OF THE FIFTEENTH OFFICER 23. NAME OF THE SIXTEENTH OFFICER 24. NAME OF THE SEVENTEENTH OFFICER 25. NAME OF THE EIGHTEENTH OFFICER 26. NAME OF THE NINETEENTH OFFICER 27. NAME OF THE TWENTIETH OFFICER 28. NAME OF THE TWENTY-FIRST OFFICER 29. NAME OF THE TWENTY-SECOND OFFICER 30. NAME OF THE TWENTY-THIRD OFFICER 31. NAME OF THE TWENTY-FOURTH OFFICER 32. NAME OF THE TWENTY-FIFTH OFFICER 33. NAME OF THE TWENTY-SIXTH OFFICER 34. NAME OF THE TWENTY-SEVENTH OFFICER 35. NAME OF THE TWENTY-EIGHTH OFFICER 36. NAME OF THE TWENTY-NINTH OFFICER 37. NAME OF THE THIRTIETH OFFICER 38. NAME OF THE THIRTY-FIRST OFFICER 39. NAME OF THE THIRTY-SECOND OFFICER 40. NAME OF THE THIRTY-THIRD OFFICER 41. NAME OF THE THIRTY-FOURTH OFFICER 42. NAME OF THE THIRTY-FIFTH OFFICER 43. NAME OF THE THIRTY-SIXTH OFFICER 44. NAME OF THE THIRTY-SEVENTH OFFICER 45. NAME OF THE THIRTY-EIGHTH OFFICER 46. NAME OF THE THIRTY-NINTH OFFICER 47. NAME OF THE FORTIETH OFFICER 48. NAME OF THE FORTY-FIRST OFFICER 49. NAME OF THE FORTY-SECOND OFFICER 50. NAME OF THE FORTY-THIRD OFFICER 51. NAME OF THE FORTY-FOURTH OFFICER 52. NAME OF THE FORTY-FIFTH OFFICER 53. NAME OF THE FORTY-SIXTH OFFICER 54. NAME OF THE FORTY-SEVENTH OFFICER 55. NAME OF THE FORTY-EIGHTH OFFICER 56. NAME OF THE FORTY-NINTH OFFICER 57. NAME OF THE FIFTIETH OFFICER 58. NAME OF THE FIFTY-FIRST OFFICER 59. NAME OF THE FIFTY-SECOND OFFICER 60. NAME OF THE FIFTY-THIRD OFFICER 61. NAME OF THE FIFTY-FOURTH OFFICER 62. NAME OF THE FIFTY-FIFTH OFFICER 63. NAME OF THE FIFTY-SIXTH OFFICER 64. NAME OF THE FIFTY-SEVENTH OFFICER 65. NAME OF THE FIFTY-EIGHTH OFFICER 66. NAME OF THE FIFTY-NINTH OFFICER 67. NAME OF THE SIXTIETH OFFICER 68. NAME OF THE SIXTY-FIRST OFFICER 69. NAME OF THE SIXTY-SECOND OFFICER 70. NAME OF THE SIXTY-THIRD OFFICER 71. NAME OF THE SIXTY-FOURTH OFFICER 72. NAME OF THE SIXTY-FIFTH OFFICER 73. NAME OF THE SIXTY-SIXTH OFFICER 74. NAME OF THE SIXTY-SEVENTH OFFICER 75. NAME OF THE SIXTY-EIGHTH OFFICER 76. NAME OF THE SIXTY-NINTH OFFICER 77. NAME OF THE SEVENTIETH OFFICER 78. NAME OF THE SEVENTY-FIRST OFFICER 79. NAME OF THE SEVENTY-SECOND OFFICER 80. NAME OF THE SEVENTY-THIRD OFFICER 81. NAME OF THE SEVENTY-FOURTH OFFICER 82. NAME OF THE SEVENTY-FIFTH OFFICER 83. NAME OF THE SEVENTY-SIXTH OFFICER 84. NAME OF THE SEVENTY-SEVENTH OFFICER 85. NAME OF THE SEVENTY-EIGHTH OFFICER 86. NAME OF THE SEVENTY-NINTH OFFICER 87. NAME OF THE EIGHTIETH OFFICER 88. NAME OF THE EIGHTY-FIRST OFFICER 89. NAME OF THE EIGHTY-SECOND OFFICER 90. NAME OF THE EIGHTY-THIRD OFFICER 91. NAME OF THE EIGHTY-FOURTH OFFICER 92. NAME OF THE EIGHTY-FIFTH OFFICER 93. NAME OF THE EIGHTY-SIXTH OFFICER 94. NAME OF THE EIGHTY-SEVENTH OFFICER 95. NAME OF THE EIGHTY-EIGHTH OFFICER 96. NAME OF THE EIGHTY-NINTH OFFICER 97. NAME OF THE NINETYETH OFFICER 98. NAME OF THE NINETY-FIRST OFFICER 99. NAME OF THE NINETY-SECOND OFFICER 100. NAME OF THE NINETY-THIRD OFFICER 101. NAME OF THE NINETY-FOURTH OFFICER 102. NAME OF THE NINETY-FIFTH OFFICER 103. NAME OF THE NINETY-SIXTH OFFICER 104. NAME OF THE NINETY-SEVENTH OFFICER 105. NAME OF THE NINETY-EIGHTH OFFICER 106. NAME OF THE NINETY-NINTH OFFICER 107. NAME OF THE HUNDRETH OFFICER 108. NAME OF THE HUNDRETH AND FIRST OFFICER 109. NAME OF THE HUNDRETH AND SECOND OFFICER 110. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRD OFFICER 111. NAME OF THE HUNDRETH AND FOURTH OFFICER 112. NAME OF THE HUNDRETH AND FIFTH OFFICER 113. NAME OF THE HUNDRETH AND SIXTH OFFICER 114. NAME OF THE HUNDRETH AND SEVENTH OFFICER 115. NAME OF THE HUNDRETH AND EIGHTH OFFICER 116. NAME OF THE HUNDRETH AND NINTH OFFICER 117. NAME OF THE HUNDRETH AND TENTH OFFICER 118. NAME OF THE HUNDRETH AND ELEVENTH OFFICER 119. NAME OF THE HUNDRETH AND TWELFTH OFFICER 120. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTEENTH OFFICER 121. NAME OF THE HUNDRETH AND FOURTEENTH OFFICER 122. NAME OF THE HUNDRETH AND FIFTEENTH OFFICER 123. NAME OF THE HUNDRETH AND SIXTEENTH OFFICER 124. NAME OF THE HUNDRETH AND SEVENTEENTH OFFICER 125. NAME OF THE HUNDRETH AND EIGHTEENTH OFFICER 126. NAME OF THE HUNDRETH AND NINETEENTH OFFICER 127. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTIETH OFFICER 128. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-FIRST OFFICER 129. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-SECOND OFFICER 130. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-THIRD OFFICER 131. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-FOURTH OFFICER 132. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-FIFTH OFFICER 133. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-SIXTH OFFICER 134. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-SEVENTH OFFICER 135. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-EIGHTH OFFICER 136. NAME OF THE HUNDRETH AND TWENTY-NINTH OFFICER 137. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTIETH OFFICER 138. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-FIRST OFFICER 139. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-SECOND OFFICER 140. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-THIRD OFFICER 141. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-FOURTH OFFICER 142. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-FIFTH OFFICER 143. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-SIXTH OFFICER 144. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-SEVENTH OFFICER 145. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-EIGHTH OFFICER 146. NAME OF THE HUNDRETH AND THIRTY-NINTH OFFICER 147. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTIETH OFFICER 148. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-FIRST OFFICER 149. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-SECOND OFFICER 150. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-THIRD OFFICER 151. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-FOURTH OFFICER 152. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-FIFTH OFFICER 153. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-SIXTH OFFICER 154. NAME OF THE HUNDRETH AND FORTY-SEVENTH OFFICER 	
--	--

[illegible]

**== Aji 91197.1887 ==
AVIS DE RADIATION**

**Dénomination sociale :
SCI KARIBEENNE NATYJO
Forme : SCI en Dissolution
et Liquidation**

**Siège social : N° 1 rue des colibris
Quartier Pointe-Savane
97231 LE ROBERT
Capital social : 200€**

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28/08/2019 de l'AGE, les associés ont décidé la radiation et la liquidation pour absence d'activités de la SCI KARIBEENNE NATYJO à compter du 28/08/2019 de la dissolution et sa mise en liquidation amiable. M. Joël JOACHIM demeurant au n°1 rue des colibris, quartier Pointe savane, 97231 le Robert a été nommé en qualité de liquidateur. Les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif lui ont été confiés. Le siège de liquidation est fixé au n°1 rue des colibris, quartier Pointe savane 97231 le Robert, au même titre que l'adresse de correspondance.

Mention sera faite au RCS de Fort-de-France.

Aji 91197.1887

== Aji 90992.1887 ==



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Par Arrêté n° 19-PCE-496 en date du 31/07/2019 du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), il sera procédé du **lundi 02 septembre 2019 au vendredi 04 octobre 2019 inclus, soit une durée de 33 jours consécutifs**, à une enquête publique portant sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental, préalablement à son adoption par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Objet de l'enquête

L'enquête publique se déroule sur tout le territoire de la Martinique. Elle a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts de tiers. Elle est organisée conformément au code de l'environnement et notamment de ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-14 et suivants, et R.541-13 et suivants. L'autorité responsable du Plan, objet de l'enquête publique, est M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Consultation et mise à disposition du dossier d'enquête

Le siège de l'enquête est fixé à l'hôtel de la CTM rue Gaston Defferre - Cluny CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX Le dossier d'enquête publique est composé d'une notice explicative, du projet de Plan, du rapport environnemental et son résumé non technique, des avis émis et des réponses, d'une évaluation des enjeux économiques et d'une plaquette de présentation.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter le dossier et consigner par écrit ses observations sur les registres (à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par les commissaires enquêteurs) ouverts à cet effet, aux lieux, jours et horaires indiqués dans le tableau suivant :

Lieux d'enquête / Adresse / Horaires

- Hôtel de la CTM / Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX / Lundi, mardi et jeudi : 7h30-13h / 14h-17h30. Mercredi et vendredi : 7h30-13h
- CACEM / Immeuble Cascade III - Place François Mitterrand - BP 407 - 97204 Fort-de-France / Lundi, mardi et jeudi : 8h - 13h / 14h-16h. Mercredi et vendredi 8h-13h
- Cap Nord Martinique / 39, Lotissement La Marie- (RDC des installations modulaires annexes au bâtiment principal) - 97225 Le Marigot / Lundi, mardi et jeudi : 8h30-13h / 15h-17h. Mercredi et vendredi : 8h30-12h30
- CAESM / Lotissement Les Frangipanniers - 97228 Sainte Luce / Lundi et jeudi / 7h30-13h / 14h-17h30 - Mardi et vendredi : 7h30-14h. Mercredi : 7h30-13h30
- SMTVD / Route de la Pointe Jean-Claude - 97231 le Robert / Lundi, mardi et jeudi : 8h-13h / 14h-17h. Mercredi et vendredi : 8h - 13h
- Sous-préfecture du Marin / Morne Désir - 97290 Le Marin / Lundi, mardi et jeudi : 8h00-12h30. Mercredi et ven-

dredi : 8h00-12h00

- Sous-préfecture de Trinité / Rue Joseph Lagrosillière - 97235 La Trinité Cedex / Lundi au vendredi : 8h00-12h00

- Sous-Préfecture de Saint-Pierre / 21 Rue Caylus- 97250 Saint-Pierre / Lundi au Vendredi : 08h30-12h30

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable et téléchargeable sur le site de la CTM : <http://www.collectivitedemartinique.mq/> et consultable gratuitement sur un poste informatique au siège de l'enquête (Hôtel de la CTM) aux heures d'ouverture au public. Les observations pourront également être adressées par voie électronique à : enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq ou par voie postale avec la mention « NE PAS OUVRIR » du lundi 02 septembre 2019 8h au vendredi 04 octobre 2019 14h inclus (cachet de la Poste faisant foi) à l'attention de Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique - Collectivité Territoriale de Martinique, Direction Adjointe Attractivité, Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137- 97201 Fort de France CEDEX.

Cette enquête sera conduite par une commission d'enquête composée des membres suivants :

• **Président :**
Monsieur Emile PASTEL,
• **Membres titulaires :**
Monsieur Joseph URSULET,
Monsieur Garry JULIENO.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux et jours suivants, de **9h à 12h** :

Lieux d'enquête / Dates des permanences

- CTM / Lundi 02, Jeudi 12, Vendredi 20, Lundi 23 septembre, jeudi 03 octobre
- Sous-préfecture de Saint-Pierre / Mardi 03, vendredi 13, mardi 17, jeudi 26 septembre, vendredi 04 octobre
- Sous-préfecture de Trinité / Jeudi 05, mardi 10, jeudi 19, mardi 24, lundi 30 septembre
- Sous-préfecture du Marin / Lundi 02, lundi 09, lundi 16, vendredi 27 septembre, mardi 01 octobre

Observations du public
Les observations du public déposées

biologiquement, climatiquement, sociologiquement ..!) prouvé que le capitalisme régnant nous mène à la mort dont le sort des migrant-e-s dans la Méditerranée, à la frontière du Mexique, en Lybie et ailleurs ne nous donne qu' un avant-goût apocalyptique.

Les bonimenteurs répondent que ce sont vos travaux futurs de savant-e-s en herbe qui nous sauveront des sargasses, du chlordécone, de l'envahissement du plastique, des virus, des enfants qui meurent de faim (un toutes les 6 secondes !), des catastrophes climatiques déjà commencées, des inégalités qui font que quelques êtres humains possèdent autant que la

moitié de l'humanité, des guerres sounoises ou déclarées, du racisme dont l'inanité scientifique est démontrée depuis belle lurette, du chômage de masse qui n'en finit pas de détruire l'une de nos principales richesses, et de l'humiliation généralisée de celles et ceux d'en bas par les maîtres du monde et leurs valets!

Comme c'est curieux que les flatteries bruyantes faites à votre intelligence ces jours-ci n'empêchent pas leurs auteur-e-s de vous prendre pour des demeuré-e-s ..dès qu' il s'agit de sciences sociales pour lesquelles il est vrai leur enthousiasme n'est pas débordant !

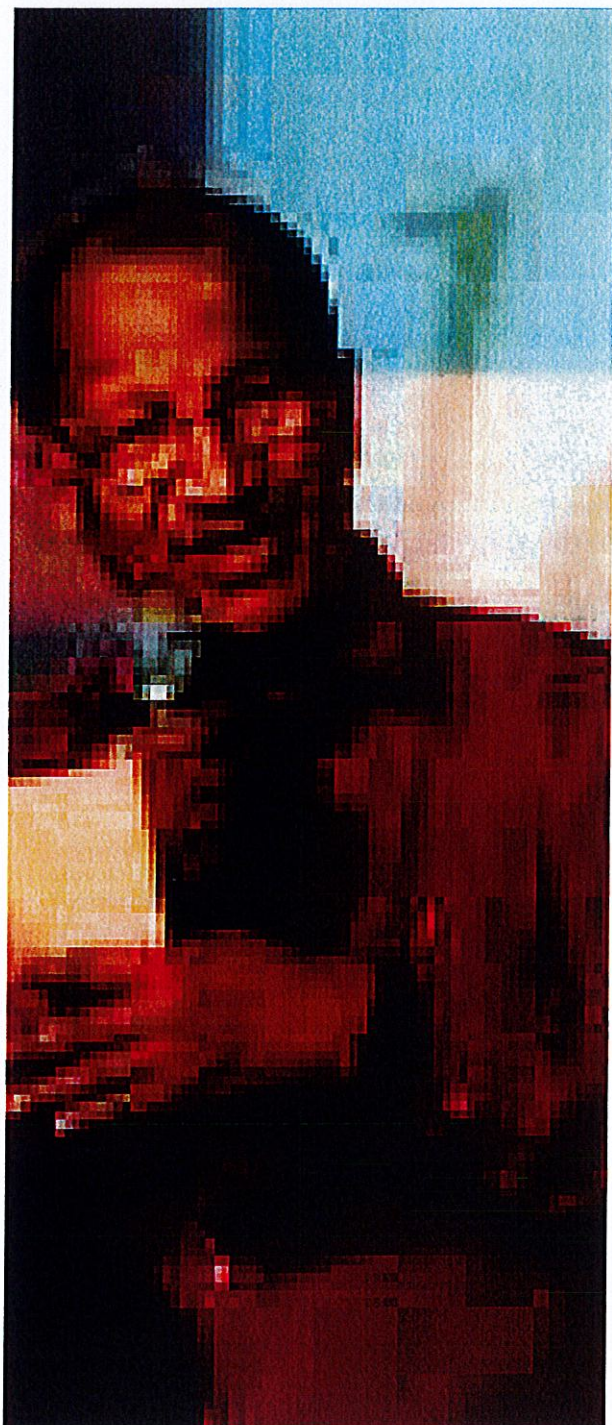
J'aimerais, moi, vous exhorter à prendre plutôt pour exemple les Einstein, les Joliot-Curie, les Gilles de Gènes, les Noam Chomsky, les Cheik Anta Diop et tant d'autres qui alliaient le génie scientifique et la lucidité politique la plus critique.

A la veille pour vous d'aventures individuelles que je vous souhaite fructueuses, j'ai envie de vous louer la beauté incommensurable (et la grande fragilité!) de l'aventure humaine et de vous citer encore et encore le vieux Rabelais pour qui " sciences sans conscience n'est que ruine de l'âme ". Sauf qu'aujourd'hui l'âme...n'est pas seule menacée !

Que le petit pécule que certaines et certains d'entre vous ont reçu (une aubaine pour vous , un rien pour les plus gros donateurs) vous serve à aller de l'avant mais ne vous empêche pas de garder à l'esprit l'essentiel : notre sort à tous et à toutes dépend fondamentalement de l'aptitude des plus lucides et des plus généreux et d'abord, c'est vrai, dans les nouvelles générations à faire corps avec le plus grand nombre dans le combat pour l'émancipation humaine et le sauvetage du vivant qui sont des tâches d'aujourd'hui, d'ici et de partout. Sur cette voie impérieuse mais parsemée d'embûches, il est essentiel de ne pas vous laisser détourner de l'objectif par une clique de «décideurs» autoproclamés, ne voyant dans l'urgence écologique que l'opportunité de l'heure pour satisfaire l'insatiable appétit de richesse et de domination d'une minorité prédatrice.

Fort de France, le 14 juillet 2019.

Philippe Pierre-Charles,
Groupe Révolution Socialiste.



sur les registres d'enquête et celles adressées par voie postale ou électronique sont consultables, pendant la durée de l'enquête, au siège de l'enquête et sur le site de la CTM.

Durant l'enquête publique, toute personne peut demander, à ses frais, communication du dossier d'enquête publique et des observations du public, en s'adressant, par voie postale, à CTM, Direction de l'Énergie et de l'Environnement - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX, et par voie électronique à enquetepublique-ctm@collectivitedemartinique.mq

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête transmettra le rapport, les conclusions et l'avis motivé de la commission d'enquête accompagnés des registres et des pièces annexées, au Président de la CTM et simultanément une copie au Président du Tribunal administratif de Fort de France. Ces documents seront tenus à disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à l'hôtel de la CTM et publiés sur le site internet de la CTM.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et ainsi que son rapport environnemental, éventuellement modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront soumis à délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Interlocuteurs

Toute information complémentaire peut être obtenue en s'adressant à la CTM, par voie postale : Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort-de-France CEDEX, par téléphone : 0596 59 64 18 / 0596 55 62 26 / 0596 72 21 33 ou par voie électronique à : katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq christina.delbe@collectivitedemartinique.mq sandrine.vernes@collectivitedemartinique.mq odile.rosine@collectivitedemartinique.mq

Ajl 90992.1887

== Ajl 91175.1887 ==



AVIS D'ATTRIBUTION

Identification du pouvoir adjudicateur : Collectivité Territoriale de Martinique. DGA 8 Infrastructures et Equipement - Rue Gaston Defferre - Cluny - CS 30137 - 97201 Fort-de-France - Martinique - tél. : 0596-59-63-00 - Télécopie : 0596-72-68-10
Adresse Internet : <http://www.collectivitedemartinique.mq>
Référence de l'avis publié au BOAMP : 19-121898

Avis d'attribution à récupérer par voie électronique sur le site : <https://collectivitedemartinique.achatpublic.com>
Référence : « ECLAIRAGE PUBLIC 19-23 »

Intitulé attribué au marché : Fourniture et pose de matériels d'éclairage public sur le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ajl 91175.1887

== Ajl91190.1887 ==
**AVIS D'APPEL PUBLIC
A LA CONCURRENCE**



COMPLEMENTAIRE

**PRESTATIONS DE TELEASSISTANCE POUR LES PERSONNES RELEVANT DE L'APA ET DE L'AIDE SOCIALE
2NDE CONSULTATION**

Référence de l'avis publié JOUE : 19-120977

L'avis d'appel public à la concurrence détaillé est consultable à l'adresse électronique suivante : <https://collectivitedemartinique.achatpublic.com>. **Référence de l'opération : DGAS-TELEAS-19-037**

Date limite de réception des offres : le 18 septembre 2019 à 12h00 précises.

Ajl 91190.1887

== Ajl 91193.1887 ==

GBP TRANSPORTS
Société par actions simplifiée
Au capital de 9.200 euros
Siège social : Quartier Monérot
97231 LE ROBERT

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LE ROBERT du 20 mai 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société par actions simplifiée. **Dénomination sociale :** GBP TRANSPORTS. **Siège social :** Quartier Monérot, 97231 LE ROBERT. **Objet social :** Transport routier de personnes, transport scolaire, transport en commun, transport touristiques, transport urbains et suburbains, interurbains, taxis collectif. **Durée de la Société :** 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. **Capital social :** 9.200 euros. **Admission aux assemblées** de tout actionnaire sur justification de son identité et de la propriété de ses actions inscrites en compte au jour de l'assemblée et libérées des versements exigibles. **Exercice du droit de vote :** Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. **Président :** Monsieur Félix GOLT-VET, demeurant Quartier Monérot, 97231 LE ROBERT, élu pour une durée indéterminée.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de FORT DE FRANCE.

Pour avis
Ajl 91193.1887

== Ajl 91194.1887 ==
AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 18 juillet 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : STEPHANE CONCEPT SARL. **Forme sociale :** Société à responsabilité limitée. **Siège social :** Chez M. EGUIENTA Charles, 28 Lot Sémaphore Mansarde 97231 ROBERT. **Objet social :** Travaux de terrassement et aménagement paysager. **Durée de la société :** 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. **Capital social :** 500 euros. **Gérance :** M. EGUIENTA Charles demeurant 28 Lot Sémaphore Mansarde 97231 ROBERT. Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de Fort-de-France.

Le Gérant
Ajl 91194.1887

== Ajl 91195.1887 ==

RESIDENCE BLEU CARAIBE

Société par actions simplifiée

au capital de 5 000 euros

Siège social : Rue Case Toto - Petite Anse

97217 LES ANSES D'ARLET

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LES ANSES D'ARLET du 26 juin 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée. **Dénomination** : RESIDENCE BLEU CARAIBE. **Siège** : Rue Case Toto - Petite Anse - 97217 LES ANSES D'ARLET. **Durée** : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de FORT-DE-FRANCE. **Capital** : 5 000 euros. **Objet** : la location saisonnière meublée et équipée de tous immeubles et toutes prestations de services annexes destinées à contribuer, directement ou indirectement, à l'aménagement, au confort et à l'agrément des immeubles loués, l'hébergement de courte durée, l'achat et la vente de tous produits régionaux, toutes activités de loisirs et de détente. **Exercice du droit de vote** : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. **Agrément** : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. **Président** : Monsieur Julien DEJEAN, demeurant rue Case Toto - Petite Anse - 97217 LES ANSES D'ARLET. **Directeur général** : Monsieur Vincent BOUCHEROT, demeurant c/o Madame Nadia LUCEA - quartier Bitaille - 97223 LE DIAMANT.

Le président
Ajl 91195.1887

== Ajl 91196.1887 ==

NINA

Société A Responsabilité Limitée

Au capital de 10.000 Euros

Siège Social : 87 rue Lamartine

97200 FORT DE FRANCE

SIREN 507 772 408 - RCS FORT DE FRANCE

Aux termes d'une décision en date du 19 août 2019 enregistrée au SIE de Fort-de-France le 28 août 2019, l'Associé Unique, la société LES PARFUMEURS REUNIS, SAS au capital de 3.370.125,00 € sise Rue Claude Emmanuel BLANDIN - Immeuble Entre Deux Mers - ZAC de Moudong Sud - 97122 BAIE MAHAULT, RCS POINTE A PITRE 381 231 711, a décidé d'une augmentation de capital de la société NINA de 1.000.000 € pour le porter de 10.000,00 € à 1.010.000,00 € par compensation avec une partie de la créance certaine, liquide et exigible qu'il possède dans les livres de la société, et par élévation de la valeur nominale des actions. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mentions en seront faites au RCS de FORT DE FRANCE.

Pour avis,
Le Représentant légal.
Ajl 91196.1887

== Ajl 91198.1887 ==

SARDA CORPORATE

Avocat

GUADELOUPE (principal)

ET SAINT MARTIN (secondaire)

05.90.24.61.08 -

sarda.avocat@wanadoo.fr

Dénomination : CONSTRUCTION ET REHABILITATION (CERH). **Forme** : SAS. **Siège** : Quartier Wallon, Anse Miton - 97229 LES TROIS ILETS. **Capital** : 1000 €. **Apport en numéraire** : 1000 €. **Objet** : Construction, réhabilitation, second œuvre d'immeuble, ingénierie, réalisation et

conception d'immeuble. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation. **Président** : M. Sébastien GEERNAERT demeurant 29 bis rue de la Bécune, Anse à l'Âne, 971229 TROIS ILETS. **Directeur Général** : M. Damien BORRIAU demeurant 09 domaine de DUBELLEY - 97180 SAINT-ANNE. **Cession de parts** : La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés représentant la majorité absolue.

Immatriculation RCS de FORT-DE-FRANCE.

Ajl 91198.1887

== Ajl 91199.1887 ==

MODIFICATION SIEGE SOCIAL

ROYAAL TATTOO

SASU au Capital de 1000 euros

Siege Social : Chez The BOX PIERCING STATION

53 Rue Schœlcher

97200 FORT DE FRANCE

824 232 748 RCS DE FORT DE FRANCE

Par AGE du 30 juin 2019, il a été décidé de transférer le siège social au 84 rue Victor Hugo 97200 FORT DE FRANCE à compter du 30 septembre 2019.

Présidence : LAVANNE Joël, au quartier Bois du parc 97212 SAINT JOSEPH.

Le 02 septembre 2019 à Fort-de-France
Ajl 91199.1887



**125 commerces et services
à votre disposition.**

2000 places de parking.

Ouvert du :
Lundi au Jeudi de 9 heures à 20h30
les Vendredis et Samedis de 9 heures à 21h



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Par Arrêté n° 19-PCE-496 en date du 31/07/2019 du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), il sera procédé du **lundi 02 septembre 2019 au vendredi 04 octobre 2019 inclus, soit une durée de 33 jours consécutifs**, à une enquête publique portant sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental, préalablement à son adoption par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Objet de l'enquête

L'enquête publique se déroule sur tout le territoire de la Martinique. Elle a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts de tiers. Elle est organisée conformément au code de l'environnement et notamment de ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.541-14 et suivants, et R.541-13 et suivants.

L'autorité responsable du Plan, objet de l'enquête publique, est M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Consultation et mise à disposition du dossier d'enquête

Le siège de l'enquête est fixé à l'hôtel de la CTM rue Gaston Defferre - Cluny CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Le dossier d'enquête publique est composé d'une notice explicative, du projet de Plan, du rapport environnemental et son résumé non technique, des avis émis et des réponses, d'une évaluation des enjeux économiques et d'une plaquette de présentation.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter le dossier et consigner par écrit ses observations sur les registres (à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par les commissaires enquêteurs) ouverts à cet effet, aux lieux, jours et horaires indiqués dans le tableau suivant :

Lieux d'enquête	Adresse	Horaires
Hôtel de la CTM	Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort de France CEDEX	Lundi, mardi et jeudi : 7h30 - 13h / 14h - 17h30 Mercredi et vendredi : 7h30 - 13h
CACEM	Immeuble Cascade III - Place François Mitterrand BP 407 - 97204 Fort-de-France	Lundi, mardi et jeudi : 8h00-13h / 14h-16h Mercredi et vendredi : 8h-13h
Cap Nord Martinique	39, Lotissement La Marie- (RDC des installations modulaires annexes au bâtiment principal) - 97225 Le Marigot	Lundi, mardi et jeudi : 8h30-13h / 15h-17h Mercredi et vendredi : 8h30-12h30
CAESM	Lotissement Les Frangipanières 97228 Sainte Luce	Lundi et jeudi : 7h30 - 13h / 14h - 17h 30 Mardi et vendredi : 7 h30 - 14 h/ mercredi : 7h30 - 13h30
SMTVD	Route de la Pointe Jean-Claude 97231 le Robert	Lundi, mardi et jeudi : 8h-13h / 14h-17h Mercredi et vendredi : 8h-13h00
Sous-préfecture du Marin	Morne Désir 97290 Le Marin	Lundi, mardi et jeudi : 8h-12h30 Mercredi et vendredi : 8h-12h
Sous-préfecture de Trinité	Rue Joseph Lagrosillière 97235 La Trinité Cedex	Lundi au vendredi : 8h-12h
Sous-Préfecture de Saint-Pierre	21 Rue Caylus 97250 Saint-Pierre	Lundi au vendredi : 08h30-12h30

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable et téléchargeable sur le site de la CTM : <http://www.collectivitedemartinique.mq/> et consultable gratuitement sur un poste informatique au siège de l'enquête (Hôtel de la CTM) aux heures d'ouverture au public.

Les observations pourront également être adressées par voie électronique à : enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq ou par voie postale avec la mention « NE PAS OUVRIR » du lundi 02 septembre 2019 8h au vendredi 04 octobre 2019 14h inclus (cachet de la Poste faisant foi) à l'attention de Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique - Collectivité Territoriale de Martinique, Direction Adjointe Attractivité, Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137- 97201 Fort de France CEDEX.

Observations du public

Les observations du public déposées sur les registres d'enquête et celles adressées par voie postale ou électronique sont consultables, pendant la durée de l'enquête, au siège de l'enquête et sur le site de la CTM.

Durant l'enquête publique, toute personne peut demander, à ses frais, communication du dossier d'enquête publique et des observations du public, en s'adressant, par voie postale, à CTM, Direction de l'Énergie et de l'Environnement - Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX, et par voie électronique à enquetepublique-plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Cette enquête sera conduite par une commission d'enquête composée des membres suivants :

- Président : Monsieur Emile PASTEL,
- Membres titulaires :
Monsieur Joseph URSULET,
Monsieur Garry JULIENO.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux et jours suivants, de 9h à 12h :

Lieux d'enquête	Dates des permanences
CTM	Lundi 02, Jeudi 12, vendredi 20, lundi 23 septembre, jeudi 03 octobre
Sous-préfecture de Saint-Pierre	Mardi 03, vendredi 13, mardi 17, jeudi 26 septembre, vendredi 04 octobre
Sous-préfecture de Trinité	Jeudi 05, mardi 10, jeudi 19, mardi 24, lundi 30 septembre
Sous-préfecture du Marin	Lundi 02, lundi 09, lundi 16, vendredi 27 septembre, mardi 01 octobre

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête transmettra le rapport, les conclusions et l'avis motivé de la commission d'enquête accompagnés des registres et des pièces annexées, au Président de la CTM et simultanément une copie au Président du Tribunal administratif de Fort de France. Ces documents seront tenus à disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à l'hôtel de la CTM et publiés sur le site internet de la CTM.

A l'issue de l'enquête publique, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et ainsi que son rapport environnemental, éventuellement modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront soumis à délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Interlocuteurs

Toute information complémentaire peut être obtenue en s'adressant à la CTM, par voie postale : Direction de l'Environnement et de l'Énergie - Rue Gaston Defferre - Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort-de-France CEDEX, par téléphone : 0596 59 64 18 / 0596 55 62 26 / 0596 72 21 33 ou par voie électronique à :
katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq
christina.delbe@collectivitedemartinique.mq
sandrine.vernes@collectivitedemartinique.mq
odile.rosine@collectivitedemartinique.mq

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Rodolphe DESIRÉ, Maire de la commune de Le Marin,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM;
- Une évaluation des enjeux économiques;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Le Marin

Le 23/10/2019



Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandejetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) MATIMMAE JEANNE ROSE Maire de la commune de ST JOSEPH
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à SAINT-JOSEPH

Le 21/10/2019

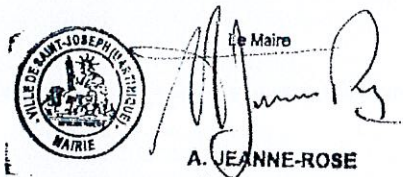
Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;
plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,
Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



Le Maire
A. JEANNE-ROSE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) LUCIEN SAILBER, Maire de la commune de MORNE VERT
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à MORNE VERT

Le 24 10 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechemartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

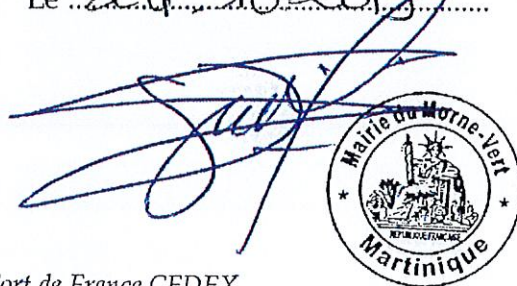
- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) BONTE' d'Amice, Maire de la commune de L'Ajoupa-B.
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 11/08/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

P. Le Maire
La 1^{ère} Adjointe
G. NELSON



Fait à Ajoupa-Bouillon

Le 12 Septembre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechemartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Monsieur Eugène LARCHE, Maire de la commune de Les Anses d'Arlet, atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Les Anses d'Arlet.....

Le 02/10/2019.....

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE

du

~~17 Juillet au 19 Août 2019~~

14 Août au 04 octobre

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Marie - Thérèse CASIMIRUS....., Maire de
la commune de BASSE-POINTE....., atteste sur l'honneur avoir téléchargé
le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de
Gestion des Déchets de Martinique contenant :

- Une notice explicative de l'enquête publique, précisant l'objet de l'enquête, la portée du Plan et les justifications des principales mesures qu'il comporte;
- Un rappel des textes réglementaires;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM, ses annexes et son résumé;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement et le résumé non technique;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la MRAE et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de vulgarisation permettant une meilleure compréhension par le public.

Fait à BASSE-POINTE.....

Le 10 septembre 2019.....



Document à retourner :

- par mail :

- katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq
- plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à l'adresse suivante :

Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137
97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre – CS30137 – 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Robin Félix ESTAIN....., Maire de la commune de Bellefontaine
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le .../.../2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à BELLEFONTAINE.....

07 OCT. 2019

Le

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechemartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

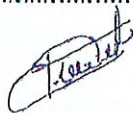
- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Ralph Monplaisir, Maire de la commune de Caze Riata,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 10/08/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Caze Riata

Le 10.08.2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandecheismartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

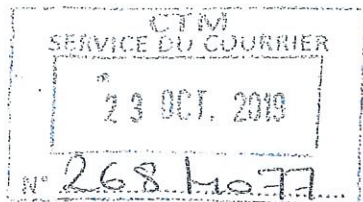
- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

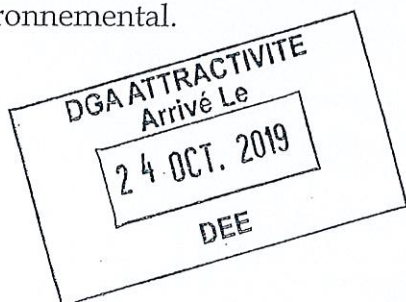
Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Albert Eustache....., Maire de la commune de Diamond
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM;
- Une évaluation des enjeux économiques;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.



Fait à Le Diamant.....

Le 07/10/2019.....

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Charles André MENCE, Maire de la commune de Ducos,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le .../.../2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Ducos

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandejetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

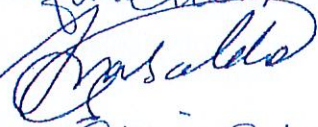
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



Le 02-09-2019
Pour le Maire empêché
le Premier adjoint
faisant fonction



Suzie SMERALDA

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Henri ROMANA Maire de la commune de Fonds St Denis
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le .../.../2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Fonds St Denis

Le 02/09/2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Jocelyne Bauguier, Maire de la commune de Grand'Rivière, atteste sur l'honneur avoir téléchargé le .../.../2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Grand'Rivière

Le 06 Septembre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Alex BRIGATHON, 1^{er} adjoint au Maire, Maire de la commune de Lamentin, atteste sur l'honneur avoir téléchargé le .../.../2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.



Fait à Lamentin

Le 07 OCT. 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Justin PAMPHILE, Maire de la commune de LORRAIN,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à LORRAIN

Le 7 Octobre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

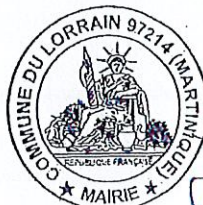
katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



Le Maire
Justin PAMPHILE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Sainte-Rose CAKIN, Maire de la commune de MAURON,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 14/08/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à MAURON

Le 24/10/2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechemartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



Sainte-Rose CAKIN

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Joseph PERASTÉ, Maire de la commune de MARIGOT,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 03/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à MARIGOT

Le 03 septembre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Chumy CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



Le Maire,
Joseph PERASTÉ

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Andre LESUEUR....., Maire de la commune de Riviere Salée
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM;
- Une évaluation des enjeux économiques;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Riviere Salée.....

Le 07 octobre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ARCHIVES

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Alfred MONTHIEUX, Maire de la commune de ROBERT,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 18/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à ROBERT

Le 18 Septembre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;
plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,
Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX


Le Maire,

Alfred MONTHIEUX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



N/Réf. : PAFB/JMG/JB/110147

Objet : ATTESTATION SUR L'HONNEUR : TELECHARGEMENT PPGD

Sainte Anne, le 7 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Monsieur Jean-Michel GEMIEUX, Maire de la commune de SAINTE ANNE, atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 2 septembre 2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la MARTINIQUE contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires,
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes,
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale,
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM,
- Une évaluation des enjeux économiques
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public,
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique,
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental



Le Maire,

Jean-Michel GEMIEUX

Mairie de SAINTE ANNE Place Abbé Morland 97227 SAINTE ANNE

Pôle Administration, Finances et Budget Participatif

☎ 05.96.76.73.06

☎ 05.96.76.76.95

e-mail : secretariat@mairie-sainte-anne.fr Site INTERNET : www.mairie-sainte-anne972.fr

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Nicaïse Mourose, Maire de la commune de SAINTE-LUCE
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02.09 2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à SAINTE-LUCE

Le 02/09/2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Bruno Nestor AZEOT, Maire de la commune de SAINTE MARIE
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 19/09 2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM;
- Une évaluation des enjeux économiques;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Sainte Marie

Le 05 Octobre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

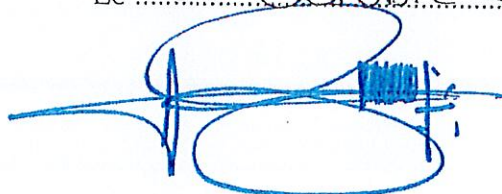
- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) M. Luc CLEMENTE, Maire de la commune de SCHOELCHER,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à SCHOELCHER,

Le 9 SEPT 2019

Document à retourner :

- par mail à :


katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX


Le Maire empêché
et par délégation,
Le 2^{ème} Adjoint

Marie GARON

VILLE DE SCHOELCHER

Direction des Services Technique

Secrétariat

Relais RH

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.81

ENQUETE PUBLIQUE

RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) Frédéric BUVAL....., Maire de la commune de La Trinité,
atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique
concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à La Trinité.....

Le Quatre 07 Octobre 2019

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lécourt@collectivitedemartinique.mq;

plandedechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Chamy CS 30137 - 97201 Fort de France CIPLEX

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - 1.580.97 - 97201 FORT DE FRANCE CIPLEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.65.10 / 0596.59.63.34

Le Maire

Frédéric BUVAL



ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Du 02 septembre au 04 octobre 2019

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(à retourner dès téléchargement du dossier soumis à enquête)

Je soussigné(e) RENE-CORAIL Amand....., Maire de la commune de TROIS-ILETS, atteste sur l'honneur avoir téléchargé le 02/09/2019, le dossier soumis à enquête publique concernant le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique contenant :

- Une notice explicative du projet de Plan, précisant notamment l'objet de l'enquête, la portée du Plan, les justifications des principales mesures qu'il comporte et le rappel des textes réglementaires ;
- Le projet de Plan arrêté par la CTM et annexes ;
- Le projet de rapport environnemental arrêté par la CTM précisant l'évaluation du projet de Plan au regard de l'environnement ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale ;
- Les avis émis sur le projet de Plan et son rapport environnemental lors de la consultation administrative, celui de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) et les réponses apportées par la CTM ;
- Une évaluation des enjeux économiques ;
- Une plaquette de présentation permettant une meilleure compréhension par le public ;
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM sur le projet de Plan et son rapport environnemental.

Fait à Trois-Ilets.....

Le 24 Octobre 2019.....

Document à retourner :

- par mail à :

katherine.lecourt@collectivitedemartinique.mq;

plandechetmartinique@collectivitedemartinique.mq

Ou

- par courrier à : Collectivité Territoriale de Martinique,

Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 - 97201 Fort de France CEDEX



Amand RENE-CORAIL

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Je soussigné(e), Rodolphe DESIRÉ Maire de la commune de Le Marin,
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 14 août2019
- Au 04 octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

Au Le Marin

Le 23/10/2019





CERTIFICAT D'AFFICHAGE
DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Lucien SALBER Maire de la commune de Morne Vert
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement.

- Du 14/08/19 2019
- Au 04/10/19 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A MORNE VERT

Le 24/10/2019



[Handwritten signature in blue ink]

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), BONTE' JAMICA Maire de la commune de L'AJOUPA-BONILLON
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 12 Août2019
- Au 12 Septembre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

P. Le Maire
La 1^{ère} Adjointe
G. NELSON

A. AJOUPA-BONILLON

Le 12/09/2019



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Eugène LARCHER Maire de la commune de Les Anses d'Arlet
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du lundi 12 août 2019
- Au lundi 07 octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Les Anses d'Arlet

Le 07/10/2019



**CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE**

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

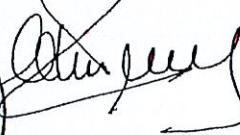
Je soussigné(e), Mairie - Chère CASIMIRUS....., Maire de la
commune de BASSE-POINTE....., certifie sur l'honneur que
l'avis d'enquête publique relatif au Plan de Prévention de Gestion des Déchets de
Martinique a été affiché et rendu visible depuis la voie publique, conformément à
l'article R.123-11 du code de l'environnement,

- Du 14 Août.....2019
- Au 04 octobre.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A BASSE-POINTE.....

Le 10 septembre 2019





Collectivité
Territoriale
de **Martinique**

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE MARTINIQUE

Je soussigné Monsieur Franck ROBINE, Préfet de la Martinique, certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de Prévention de Gestion des Déchets de Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11 du code de l'environnement,

- Du 14/08/2019 2019
- Au 04/10/2019 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Fort-de-France

Le 07 octobre 2019

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur des ~~Ressources Humaines~~ Qualité et des Moyens

Franck ROBINE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Je soussigné Monsieur Alfred MARIE-JEANNE Président de la Collectivité Territoriale de Martinique, certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché et rendu visible depuis la voie publique, conformément à l’article R.123-11 du code de l’environnement,

- Du 12 Août 2019
- Au 04 Octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Cluny, Fort de France

Le **24 OCT. 2019**

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE



CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

Je soussignée Madame ~~Sabine~~ OPPILLIART, Sous-Préfète de Saint-Pierre, certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de Prévention de Gestion des Déchets de Martinique a été affiché et rendu visible depuis la voie publique, conformément à l’article R.123-11 du code de l’environnement,

- Du 14 août 2019
- Au 04 octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Saint-Pierre

Le 17 OCT 2019

La Sous-Préfète

Sabine OPPILLIART

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

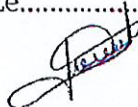
Je soussigné(e), Monsieur Félix ISMAÏL.....Maire de la commune de Bellefontaine
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du .. 14 Août2019
- Au .. 04 Octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A. BELLEFONTAINE

Le. 07 OCT. 2019





CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Je soussigné(e), Ralph Monplaisir Maire de la commune de Caze Piote
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 10.08.....2019
- Au 04.10.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A... Caze Piote

Le... 10.08.19

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), GILBERT EUSTACHE Maire de la commune de LE DIAMANT,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 14/08/.....2019
- Au 04/10/.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A LE DIAMANT.....

Le 07/10/2019.....



Le Maire,
Gilbert EUSTACHE



CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE


Je soussigné(e), Charles André MENCE, Maire de la commune de DUCOS,
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 14 Août 2019
- Au 04 Octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A DUCOS

Le 02/09/2019

Pour le maire empêché
le 1^{er} adjoint faisant
fonction

Suzie SMERALDA

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

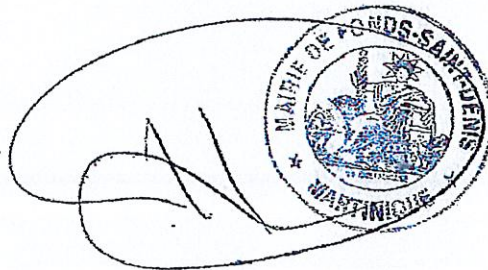
Je soussigné(e), Henri ROMANA Maire de la commune de Fonds St Denis
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 14 Août 2019
- Au 04 octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Fonds St Denis

Le 08/08/2019



REPUBLIQUE FRANCAISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VILLE DU FRANCOIS

☎ 05-96-54-13-50 / 📠 05-96-54-84-35

Direction Générale des Services

Direction Générale Adjointe
en charge des Services Techniques
et de la Cohésion du Territoire

Direction de l'Urbanisme, de l'Aménagement,
du Logement et de l'Environnement

Service Urbanisme

Cellule ADS

CERTIFICAT DE PUBLICATION ET D’AFFICHAGE


Nos réf. : RL/JPT/JAN/PR/NO/19/N° 139 /DUAE

Le Maire de la Commune du FRANCOIS certifie avoir fait afficher le 14 Août 2019 aux lieux accoutumés et publier dans la forme ordinaire l'avis d'enquête publique relatif au projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique et son rapport environnemental. —

En foi de quoi, le présent certificat est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à François, le 14 Août 2019

Pr le Maire,
Le Premier Adjoint F. F.,


Roger LAGIER

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

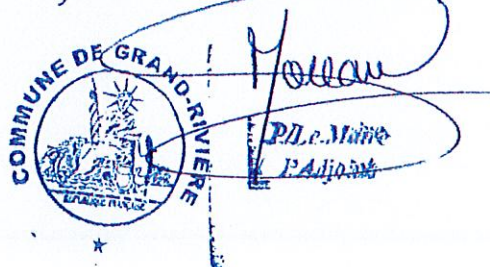
Je soussigné(e), Joachim Bouquet Maire de la commune de Grand'Rivière
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 12 août2019
- Au 04 octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Grand'Rivière

Le 12 août 2019





CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), David ZOBDA.....Maire de la commune de Lamentin....., certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11 du code de l'environnement,

- Du 14 Août.....2019
- Au 04 Octobre.....2019



Fait en deux exemplaires originaux,

A Lamentin.....

Le 14 OCT. 2019.....

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Justin PAMPHILE Maire de la commune de LORRAIN,
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 14 Août2019
- Au 4 Octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

Au LORRAIN

Le 4 Octobre 2019

Le Maire,



Justin PAMPHILE
Ug

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.81

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Sainte-Rose CAKEN Maire de la commune de Alapouin,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 14/08/.....2019
- Au 26/10/.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Alapouin.....

Le 27/10/2019.....



Sainte-Rose CAKEN

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Joseph PERASTIE Maire de la commune de MARIGOT,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 10 août2019
- Au 04 octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A MARIGOT

Le 03/10 octobre 2019

 Le Maire
Joseph PERASTIE



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

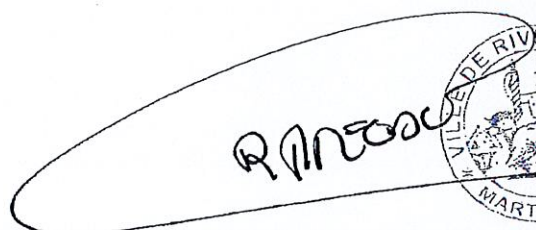

Je soussigné(e), Raymond THEODOSE Maire de la commune de RIVIERE-PILOTE
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 14 AOÛT.....2019
- Au 04 OCTOBRE.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A RIVIERE-PILOTE.....

Le 11 OCTOBRE 2019

  le Maire
R THEODOSE



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Je soussigné(e), Audrey Lesueur, Maire de la commune de Riviere-Salée,
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du 16 Août 2019
- Au 04 Octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Riviere-Salée

Le 07 Octobre



ARCHIVIS



**CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE**

**RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE**


Je soussigné(e), Alfred MONTHIEUX... Maire de la commune de ROBERT
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

- Du MARDI 13 AOUT.....2019
- Au VENREDI 04 OCTOBRE.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A ROBERT.....

Le 09 OCT 2019.....

 Le Maire
Alfred MONTHIEUX

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), *Fred. Michel TIRAULT* Maire de la commune du *SAINT-ESPRIT*
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du ... *02 / 08*2019
- Au ... *04 / 10*2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A... *SAINT-ESPRIT*.....

Le... *22 / 10 / 2019*.....



REPUBLIQUE FRANCAISE
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



N/Réf. : PAFB/JMG/JB/110129
Objet : ENQUETE PUBLIQUE PLAN DE PREVENTION DE
GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Sainte Anne, le 4 octobre 2019

C E R T I F I C A T D ' A F F I C H A G E

Je soussigné, Monsieur Jean-Michel GEMIEUX, Maire de la ville de SAINTE ANNE certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de Gestion des Déchets de la MARTINIQUE a été affiché conformément à l'article R.123-11 du code de l'environnement :

- du 14 août au 4 octobre 2019

En foi de quoi, le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.



Le Maire,


Jean-Michel GEMIEUX

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)
Rue Gaston Defferre
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Je soussigné(e), Nicaise HONDROSE.....Maire de la commune de SAINTE - LUCE,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du14 Août.....2019
- Au04 OCTOBRE.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A.....SAINTE - LUCE.....

Le.....21/08/2018.....





CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE

Je soussigné(e), Bruno Nestor Azeot Maire de la commune de SAINT-ETIENNE
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 13 Août 2019
- Au 05 Octobre 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A St Etienne

Le 05 Octobre 2019

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE**

**RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE LA
MARTINIQUE**

Je soussigné(e), M. LUC CLEMENTE, Maire de la commune de SCHOELCHER,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11
du code de l’environnement,

- Du 08 AOÛT 20192019
- Au 05 OCT 20192019

Fait en deux exemplaires originaux,

A SCHOELCHER,

Le 08 AOÛT 2019

P/Le Maire empêché
et par délégation,
Le 2ème Adjoint



Marie GARON

VILLE DE SCHOELCHER
Direction des Services Technique
Secrétariat
Relais RH

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DÉCHETS DE LA
MARTINIQUE

le soussigné(e), Frédéric BLIVAL, Maire de la commune de La Trinité,
certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de prévention de
Gestion des Déchets de la Martinique a été affiché conformément à l'article R.123-11
du code de l'environnement,

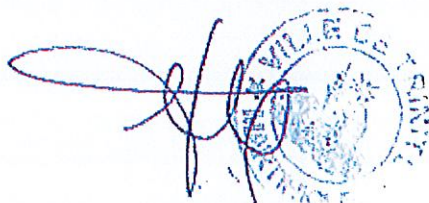
Du mardi, 13 août 2019
Au jeudi, 15 août 2019 inclus

Fait en deux exemplaires originaux.

A La Trinité

Le jeudi, 15 août 2019

Le Maire
Frédéric BLIVAL ✓



CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

Je soussigné(e), Arnaud RENE-CORAIL....., Maire de la
commune de TROIS-ILETS....., certifie sur l’honneur que
l’avis d’enquête publique relatif au Plan de Prévention de Gestion des Déchets de
Martinique a été affiché et rendu visible depuis la voie publique, conformément à
l’article R.123-11 du code de l’environnement,

- Du 14 Août.....2019
- Au 04 Octobre.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Trois-Ilets.....

Le 24 Octobre 2019

Le Maire ,


Arnaud RENE-CORAIL

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE
MARTINIQUE

Je soussigné... Eugène LARHER, Président de Espace Sud Martinique
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de Prévention de
Gestion des Déchets de Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11 du
code de l’environnement,

- Du 08 Août2019
- Au 04 Octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Sainte-Luce.....

Le 08 Août 2019.....

Le Président

Eugène LARHER



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE
MARTINIQUE

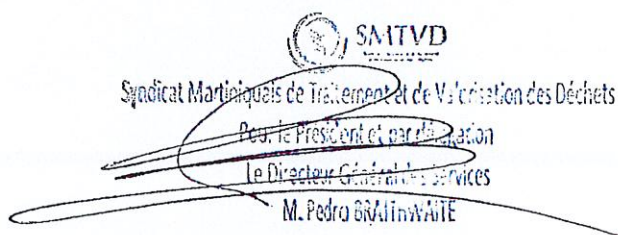
Je soussigné, Srte. Rose CAXIN, Président de SMTVD,
certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de Prévention de
Gestion des Déchets de Martinique a été affiché conformément à l’article R.123-11 du
code de l’environnement,

- Du 14. Août.....2019
- Au 07. Septembre.....2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Rose Caxin

Le 14/08/19



SMTVD
Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des services
M. Pedro BOUTINWAÏTE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIF AU PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS
DE MARTINIQUE

Je soussignée Madame Corinne BLANCHOT-PROSPER, Sous-Préfète du
Marin, certifie sur l’honneur que l’avis d’enquête publique relatif au Plan de
Prévention de Gestion des Déchets de Martinique a été affiché conformément à
l’article R.123-11 du code de l’environnement,

- Du 12 août2019
- Au 5 octobre2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A Le Marin

Le 30 10 2019

Corinne BLANCHOT-PROSPER



La Sous-Préfète du Marin



CERTIFICAT D’AFFICHAGE
DE L’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN DE PREVENTION DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

Je soussignée Madame **Sabine OPPILLIART**, Sous-Préfète de Saint-Pierre, certifie sur l'honneur que l'avis d'enquête publique relatif au Plan de Prévention de Gestion des Déchets de Martinique a été affiché et rendu visible depuis la voie publique, conformément à l'article R.123-11 du code de l'environnement,

- Du 12 / 08 2019
- Au 07 / 10 2019

Fait en deux exemplaires originaux,

A La Trinité

Le 16 / 10 / 2019

La Sous-Préfète

Sabine OPPILLIART



PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS



Mémoire de réponse au procès-verbal de synthèse des observations du public

Octobre 2019



SIÈGE SOCIAL - 367, avenue du Grand Ariétaz
73024 CHAMBÉRY CEDEX
INDDIGO SAS au capital de 1 500 000 €
RCS CHAMBÉRY - APE 7112B
SIRET 402 250 427 00026

Inddigo
367, avenue du Grand Ariétaz
CS 52401
73024 CHAMBÉRY CEDEX

Tél. : 04 79 69 89 69
Fax : 04 79 69 06 00
E-mail : inddigo@inddigo.com

www.inddigo.com



Sommaire

1. PREAMBULE.....	3
2. OBSERVATIONS ET REPONSES	4
2.1 Nombre d'observations	4
2.1.1 Contributions écrites lors des permanences.....	4
2.1.2 Contributions dématérialisées.....	4
2.2 Observations et réponses concernant les objectifs du Plan	5
2.3 Observations et réponses concernant les installations.....	6
2.4 Observations et réponses concernant les filières à Responsabilité Elargie du Producteur (REP)	8
2.5 Observations et réponses concernant les déchets dangereux.....	10
2.6 Observations et réponses concernant la prévention des déchets	12
2.7 Observations et réponses concernant le pouvoir de police	16
2.8 Observations et réponses concernant les autres points soulevés	17
3. CONCLUSION.....	21

1. PREAMBULE

En préambule, il convient de rappeler que les Plans de Prévention et de Gestion des déchets ont pour vocation d'orienter et coordonner l'ensemble des actions menées tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés.

Les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets doivent être compatibles avec ces Plans (article L.541-15 du Code de l'Environnement).

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets sera opposable à toutes les décisions publiques prises en matière de déchets, d'autorisation environnementale ou d'installation classée pour la protection de l'environnement.

Le contenu même du Plan étant encadré par le code de l'environnement (articles L. 541-13 et R. 541-13), la Collectivité Territoriale de Martinique, bien que chef de file pour la planification et le suivi, ne peut aller au-delà de ses prérogatives et ne doit notamment pas empiéter sur :

- Les compétences des collectivités en matière de collecte et de traitement des déchets, ainsi que du pouvoir de police de maires ou collectivités ;
- Le rôle de l'Etat et du Préfet, notamment au titre des pouvoirs de police des installations classées.

L'enquête publique relative à l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) s'est déroulée du 02 septembre au 04 octobre 2019 inclus.

Conformément à l'article R123-18 du code de l'Environnement, après clôture de l'enquête publique, le Président de la Commission d'Enquête a rencontré le responsable du projet de Plan le 11 octobre 2019 et lui a transmis le procès-verbal de synthèse des observations du public.

Le présent document constitue le mémoire en réponse à l'ensemble des observations soulevées lors de l'enquête publique qu'elles soient issues des registres papiers ou transmises par voie électronique sur la boîte mail qui a été dédiée à l'enquête.

Les observations sont reprises telles quelles du procès-verbal transmis par la Commission d'Enquête.

En accord avec la Commission d'Enquête, les observations et les réponses apportées ont été regroupées par thématiques.

2. OBSERVATIONS ET REPONSES

2.1 NOMBRE D'OBSERVATIONS

2.1.1 CONTRIBUTIONS ECRITES LORS DES PERMANENCES

Les membres de la commission d'enquête ont tenu des permanences aux lieux et horaires suivants :

Lieu d'enquête	Dates des permanences	Horaires des permanences
CTM Rue Gaston Defferre Plateau Roy Cluny CS 30137 97201 Fort de France CEDEX	Lundi 02 septembre Jeudi 12 septembre Vendredi 20 septembre Lundi 23 septembre Jeudi 03 octobre	9h00-12h00
Sous-préfecture de Saint-Pierre Rue Augustin-Archambaud - BP 346 97448 Saint-Pierre Cedex	Mardi 03 septembre Vendredi 13 septembre Mardi 17 septembre Jeudi 26 septembre vendredi 04 octobre	9h00-12h00
Sous-préfecture de Trinité Rue Joseph Lagrosillière - BP 17 97235 La Trinité Cedex	Jeudi 05 septembre Mardi 10 septembre Jeudi 19 septembre Mardi 24 septembre Lundi 30 septembre	9h00-12h00
Sous-préfecture du Marin Morne Désir 97290 Le Marin	Lundi 02 septembre Lundi 09 septembre Lundi 16 septembre Vendredi 27 septembre Mardi 01 octobre	9h00-12h00

Lors de ces permanences, une seule contribution écrite a été effectuée sur le site de plateau du Roy à Fort-de-France le vendredi 20 septembre.

2.1.2 CONTRIBUTIONS DEMATERIALISEES

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a également pu adresser ses observations par voie électronique à enquetepublique-plandejetsmartinique@collectivitedemartinique.mq.

Il y a 12 contributions à l'enquête publique effectuées par cette voie de communication, dont deux n'apportent pas d'observations ou de remarques concernant le Plan.

2.2 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LES OBJECTIFS DU PLAN

Contributeur	Observations et réponses
Béatrice Montaigne	<p>Estime que l'objectif de -10% de déchets ménager en 2025 n'est pas assez ambitieux, elle préconise -10% par an jusqu'à 2025</p>
	<p>Réponse</p> <p>Entre 2010 et 2016, la Martinique a réduit de 1,5% ses déchets ménagers et assimilés (DMA).</p> <p>-10%/an entre 2016 et 2025 correspond à une réduction de 61% des DMA qui semble difficilement atteignable dans ce délai à la vue de l'historique. Les objectifs du Plan doivent rester réalistes et prendre en compte les moyens à mettre en œuvre par les acteurs des déchets. C'est ainsi que, dans le contexte local, l'objectif de -10% de déchets ménagers non dangereux non inertes en 2025 soit - 47 kg/an/hab. a été retenu.</p> <p>Toutefois, cet objectif ne doit pas être considéré comme un plafond. La mise en œuvre des actions et un changement profond et rapide des comportements de chacun pourraient permettre de le dépasser.</p>
ASSAUPAMAR	<p>3. Retard dans l'établissement et la mise en œuvre du PPGDM.</p> <p>La production de déchets ménagers et assimilés (DMA) était de 531 kg par habitant en 2010 pour la Martinique.</p> <p>La production de DMA était de 523 kg/habitant en 2016 pour la Martinique, soit une réduction de 1,5% (moins 8 kg) en 6 ans.</p> <p>L'objectif du PPGDM est d'arriver à une production de DMA de 476 kg/habitant en 2025, et à 459 kg/habitant en 2031.</p> <p>Or, la transposition de la directive européenne de novembre 2008 à l'article L 541-1 du Code de l'environnement, donne la priorité à la prévention des déchets en réduisant de 10% la quantité des DMA en kg/habitant, produite en 2020 par rapport à 2010, soit à 471 kg/habitants.</p> <p>Les ambitions du PPGDM ne respecteront pas l'objectif de 2020, pas même en 2025.</p>
	<p>Réponse</p> <p>L'article L541-1 du code de l'environnement fixe un objectif réglementaire de réduction des DMA à -10% en 2020 par rapport à 2010.</p> <p>2020 étant l'année 1 du Plan, l'ensemble des actions retenues pour la prévention et la réduction n'auront pas toutes été mises en œuvre.</p> <p>Aussi, le PPGDM décline cet objectif national de manière adaptée aux particularités du territoire comme le prévoit l'article L.541-1 du code de l'environnement en fixant son atteinte à 2025.</p> <p>La production de déchets ménagers et assimilés (DMA) était de 531 kg par habitant en 2010 pour la Martinique. Pour atteindre -10% des déchets de 2010, il faut une réduction de 53,1 kg soit 478 kg/hab.</p> <p>Le Plan prévoit 476 kg/hab. de DMA en 2025 (cf fig 98 p140 du projet de Plan), soit une atteinte de cet objectif.</p> <p>Pour améliorer la lecture, les données chiffrées de la fig. 98 seront reprises aux §III.1.1 et 1.7 (fig.106).</p>

2.3 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LES INSTALLATIONS

Contributeur	Observations et réponses
Béatrice MONTAIGNE	Propose d'augmenter les plages horaires des déchèteries
Clément DEMAGNE	Suggère pour atteindre les objectifs du Plan, la densification du réseau de déchèteries
Philippe TRUCA	Propose la création de déchetteries par exemple à Basse-Pointe ce qui éviterait de voir des décharges sauvages un peu partout et notamment dans les ravines et falaises.
	<p>Réponse</p> <p>Ces propositions sont en adéquation avec les orientations du Plan.</p> <p>Le territoire de la Martinique compte à ce jour 13 déchèteries. Le Plan a retenu dans son chapitre V au point 2.1.2.2 la création de 11 déchèteries publiques supplémentaires soit 22 au total ce qui fera 1 déchèterie pour 15 600 habitants en 2031 (la moyenne nationale est 1 déchèterie pour 14 000 habitants).</p> <p>Le Plan prévoit également la création de 3 déchèteries dédiées aux professionnels. Ce maillage et l'information du public devraient permettre de réduire les distances et les temps d'accès aux déchèteries, d'éviter les dépôts sauvages et d'augmenter les quantités de déchets valorisés.</p> <p>Le Plan prévoit que l'accueil en déchèteries doit être soigné pour inciter à la fréquentation des sites (p.184 §V.2.1.2).</p> <p>Les déchèteries publiques sont gérées par le SMTVD. Ces déchèteries sont ouvertes pour certaines dès 6h jusqu'à 17h voire 18h ainsi que les weekends. Les horaires d'ouverture de chacun des sites sont adaptés en fonction des fréquentations du public.</p>
ASSAUPAMAR	<p>4. Le Pré-Traitement Mécano-Biologique (TMB) et les Combustibles Solides Résiduels (CSR).</p> <p>Une unité de TMB doit être aménagée sur le site de Petit-Galion. Une analyse vise à déterminer la faisabilité de transformation de cette unité de TMB en unité de production de CSR.</p> <p>L'ASSAUPAMAR dit qu'il faut que l'on aille jusqu'à la production de CSR à Petit-Galion. L'ASSAUPAMAR insiste pour qu'un TMB produisant des CSR soit également mis en place aux environs de l'incinérateur de Dillon IUOM.</p> <p>Cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminuera les volumes d'ordures ménagères brûlées - Augmentera les quantités recyclables - Augmentera les quantités compostables - Permettra d'obtenir un combustible à fort pouvoir calorifique qui permettrait à l'incinérateur de passer au stade de traitement valorisation énergétique. - Permettra d'avancer vers les objectifs de recyclage et de valorisation fixés par la réglementation UE comme Paquet Economie Circulaire <p>Pour autant, cette valorisation énergétique ne doit pas occulter la priorité des déchets qui est</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La prévention 2. La revalorisation matière ou organique 3. Enfin le recyclage

	<p>Réponse</p> <p>Concernant le TMB de Petit-Galion, le Plan recommande au §V.6.1.1 « l'orientation des déchets à fort PCI vers une valorisation énergétique et garde ouvert la possibilité de conversion du TMB en unité de préparation de CSR. »</p> <p>Il retient la réalisation d'une ou deux unités de préparation et de valorisation des CDD ou CSR (chapitre V, point 6.1.2). Il ne spécifie pas de modalités techniques de ces installations pour favoriser l'émergence des projets.</p> <p>Ainsi, la production de CSR sur l'installation de Petit Galion est possible et une installation CSR proche de l'UIOM de Dillon peut également voir le jour si les acteurs compétents le souhaitent.</p>
ASSAUPAMAR	<p>7. Le transfert de déchets</p> <p>S'agissant des quais de transfert : quel est le devenir des déchets regroupés ?</p> <p>De manière indéterminée, pour transférer vers où, vers quoi, et avec quel traitement ?</p> <p>Le SMTVD indiquait que le centre de Pointe Jean-Claude aura un système de tri qui permettra de récupérer les plastiques sales, pour les retourner au recyclage. Où en sommes-nous ?</p>
	<p>Réponse</p> <p>L'organisation des quais de transfert existants est décrite en p.101 §I.4.3.2 et p.115 § I.5.2.</p> <p>Les quais de transfert permettent de regrouper et massifier les volumes pour limiter les transports de déchets sur la Martinique et orienter les déchets, sans tri, vers les installations de traitement adéquates (centre de valorisation organique, incinération ou enfouissement) selon leur nature et leur emplacement.</p> <p>Afin de mailler le territoire, le Plan prévoit deux quais de transfert supplémentaires.</p> <p>Le centre de tri prévu à la pointe Jean-Claude est destiné au tri des encombrants et déchets d'activités des entreprises. Les déchets triés (métaux, bois, mobilier, DEEE, ...) seront orientés vers les filières de valorisation et traitement dédiées. (§V.9.1.2.1)</p> <p>Les travaux de ce centre de tri sont en cours.</p>
Philippe TRUCA	<p>Propose de privilégier l'enfouissement contrôlé à l'incinération (même si les règles européennes n'y concourent pas...)</p>
	<p>Réponse</p> <p>La hiérarchie des modes de traitement est définie réglementairement par la directive européenne du 19 novembre 2008 relative aux déchets et traduite en droit français dans l'article L541-1 du code de l'environnement, comme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) prévention, 2) préparation pour la réutilisation, 3) recyclage, 4) autres modes de valorisation, notamment énergétique 5) et, en dernier recours, élimination. <p>Le Plan se doit de respecter la réglementation et donc cette hiérarchie (§V.1.1).</p> <p>De plus, dans notre contexte insulaire et au vu de nos contraintes foncières, il n'est pas aisé de trouver des sites de stockage. Il est nécessaire de limiter l'enfouissement des déchets. D'autre part, la valorisation énergétique de ces déchets va aussi permettre d'augmenter l'autonomie énergétique de la Martinique.</p>

2.4 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LES FILIERES A RESPONSABILITE ELARGIE DU PRODUCTEUR (REP)

Contributeur	Observations et réponses
RBBG	Emet un avis favorable sauf introduction de bateaux venant de Guadeloupe compte tenu de l'exiguïté du territoire
ASSAUPAMAR	<p>8. Cas particulier des BHU.</p> <p>Une unité de traitement des BHU est en cours de déploiement à la Martinique. Il est établi que c'est une filière encore mal établie, qui produit des déchets finaux dangereux et très polluants.</p> <p>Le PPGDM prévoit une mutualisation possible avec la Guadeloupe.</p> <p>Dans son avis du 13 juin 2019, la Commission permanente du Conseil régional de Guadeloupe prévoit que « <i>toutes les réflexions pourront être menées de concert avec la Martinique sur la construction d'un modèle de structuration de la filière et sur la recherche de solutions éventuellement mutualisées, de valorisation des sous-produits issus de la déconstruction des bateaux</i> ». Et la Guadeloupe a refusé un projet d'unité de déconstruction de BHU sur la Guadeloupe.</p> <p>Or Il est établi que c'est une filière encore mal établie, qui produit des déchets finaux dangereux et très polluants. Il est établi que la Guadeloupe dispose de ressources foncières plus importantes que la Martinique. Il est établi que la Guadeloupe dispose d'un gisement de BHU plus important que la Martinique.</p> <p>L'ASSAUPAMAR s'oppose à ce que la Martinique devienne le dépotoir à résidus de déconstructions mal maîtrisées de BHU, encore moins le de BHU de la Guadeloupe.</p> <p>La Guadeloupe a clairement refusé de traiter sur son territoire la déconstruction des BHU. L'avis de la Commission permanente du Conseil régional de Guadeloupe.</p>
	<p>Réponse</p> <p>La filière des bateaux hors d'usages (BHU) doit se mettre en place en Martinique. Une étude de préfiguration est en cours avec pour objectif la valorisation matière maximale (réemploi, ré-usage) des produits de ces BHU.</p> <p>A ce stade, le Plan ne prévoit pas en tant que telle une installation de traitement des BHU mais le déploiement de la filière des BHU sur le territoire, la réalisation d'études sur la déconstruction des bateaux hors d'usages et l'analyse des synergies possibles avec la filière VHU. (§ V.3.1.2).</p> <p>Concernant les déchets dangereux, le Plan prévoit leur import en Martinique uniquement à destination de la valorisation énergétique pour les déchets orientables vers la combustion et dans la limite des capacités restantes dans les installations après gestion des déchets en provenance du territoire. Ce qui limite leur l'importation.</p> <p>De son côté, la Région Guadeloupe même si elle est favorable à mener la réflexion en concertation avec la Martinique (cf. arrêté du CR971 du 13/06/2019) sur la structuration de la filière, et la recherche de solutions éventuellement mutualisées sur la valorisation des sous-produits issus de la déconstruction de ces bateaux, souhaite privilégier l'émergence de centres de déconstruction de BHU de proximité. Ainsi, le projet de plan déchets de la Guadeloupe arrêté le 14 aout 2019 avant soumission en enquête publique mentionne la nécessité d'avoir au moins 2 installations locales de regroupement et prétraitement des BPHU (§ E.4.8.3).</p>

ASSAUPAMAR	<p><u>6. Sur les véhicules hors d'usage</u></p> <p>L'ASSAUPAMAR demande une application stricte du décret du 30 avril 2017 qui est conforme à la loi, à savoir : c'est au producteur du véhicule devenu VHU qu'incombe la charge de la récupération et du traitement du VHU.</p> <p>L'ASSAUPAMAR insiste pour que les activités de casse et de fourrière soient clairement définies et séparées. Elle insiste à dire que le principe du retour à l'envoyeur doit s'exprimer ici comme ailleurs, pour tous les déchets.</p>
	<p>Réponse</p> <p>Le Plan rappelle au chapitre XII les obligations réglementaires, et l'importance de la lutte contre les filières illégales de démantèlement et recommande une étude de structuration de la filière (p.258).</p>
ADIVALOR	<p>Est surpris de constater que ses commentaires formulés le 14/02/2019 par courriel, dans le cadre de l'élaboration du Plan via les travaux de la commission consultative dont il est membre n'ont pas été pris en compte</p> <p>Il joint en annexe des propositions portant sur l'organisation de la filière volontaire de l'agrofourniture.</p>
	<p>Réponse</p> <p>Pour précision, ADIVALOR n'est pas membre de la CCES. Il a été sollicité comme l'ensemble des éco-organismes (EO) pour en être membre (courrier du 11/04/ 2017) et a décliné la demande par courriel du 15/05/2017 en indiquant ne pas être en charge de la filière en Martinique et en proposant de solliciter plutôt la Chambre d'agriculture.</p> <p>Toutefois, comme il l'avait souhaité, ADIVALOR a été consulté tout au long de l'élaboration du Plan, au même titre que les autres éco-organismes membres de la CCES ou représentés.</p> <p>Les commentaires d'ADIVALOR concernent le paragraphe de l'état des lieux sur l'organisation des dispositifs REP (responsabilité élargie du producteur).</p> <p>Cet état des lieux présente l'organisation et la gestion des déchets sur le périmètre du Plan. Il décrit donc les actions menées sur le territoire de la Martinique y compris celles des acteurs locaux et les conditions de mise en œuvre des filières sur l'île. D'où le maintien des paragraphes relatifs à la filière locale en cours d'installation et aux acteurs du territoire.</p> <p>Par ailleurs, l'année de référence du Plan est 2016. Les données chiffrées retenues pour l'état des lieux sont donc celles de 2016, voire 2015 en absence de données 2016. Pour les dispositifs REP mis en place en ou après 2016, les données 2017 ont été mentionnées pour information (ex REP photovoltaïques). D'où le maintien des chiffres 2015 sourcés d'ADIVALOR.</p> <p>Certaines précisions souhaitées par cet EO relatives à son champ de compétence seront rajoutées au Plan (« gestion des produits », « ministère de l'environnement », « équipements de protection individuels usagés », « appui technique et financier »).</p>

2.5 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LES DECHETS DANGEREUX

Contributeur	Observations et réponses
Béatrice MONTAIGNE	<p>Trouve inacceptable que le Plan prévoit une augmentation aussi importante des déchets dangereux, lesquels passeraient de 18 200 t en 2016 à 35 300 t en 2031</p> <p>La CTM peut-elle expliquer la provenance de cette augmentation de déchets dangereux et sa répartition (page 5 de la plaquette de présentation du PPGDM)</p>
	<p>Réponse</p> <p>En 2016, 18 200 tonnes de déchets dangereux ont été recensés et traités séparément (§I.6.3 du Plan).</p> <p>Actuellement, une grande partie des déchets dangereux sont collectés en mélange avec les ordures ménagères car les usagers ne connaissent pas la dangerosité pour l'environnement des déchets qu'ils détiennent et les filières de collecte sont peu développées.</p> <p>Les actions prévues au § V.3 permettront le déploiement de filières de traitement et une meilleure séparation de ces déchets par rapport à la situation actuelle (§IV.2.4), d'où une forte augmentation des quantités de déchets dangereux à gérer séparément.</p> <p>L'étude prospective réalisée (§II.2.6) estime cette quantité à 35 300 t en 2031.</p>
Philippe TRUCA	<p>Propose d'organiser des points de collecte des DEEE et augmenter le nombre de bornes de tri.</p>
	<p>Réponse</p> <p>Cette proposition est en adéquation avec les actions retenues par le Plan.</p> <p>Le renforcement de la collecte et du traitement séparé des Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est prévu dans le Plan selon plusieurs modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> la reprise gratuite (1 pour 1) par les distributeurs des DEEE usagés lors de l'achat d'un nouvel équipement (§V. 3.1.2) L'augmentation du nombre de déchèteries (de 13 à 22) (§V.2.1.2.2), soit une augmentation des points de collecte des DEEE. les collectes « préservantes », des déchets encombrants résiduels en porte à porte c'est-à-dire qui permettent de garder les DEEE dans un meilleur état possible pour augmenter leur potentiel de réemploi et réutilisation (§XV.2.4.2) le traitement des encombrants collectés en porte à porte et le tout venant de déchèterie, dans les centres de tri des encombrants existants (la Trompeuse, Céron) ou en cours de réalisation (Petit Galion), en vue de leur valorisation (§V. 2.1.2.1 et V. 3.1.2). <p>La densification des bornes de tri est également prévue dans les actions spécifiques sur la collecte et le traitement des déchets d'emballages ménagers et de papiers. (§ VII.1.1)</p>
Philippe TRUCA	<p>Propose d'organiser par commune des collectes sélectives de substances toxiques et matières dangereuses</p>
	<p>Réponse</p> <p>Les déchets dangereux (DD) présentant des substances toxiques et matières dangereuses regroupent un ensemble de déchets très divers et complexe à gérer. C'est pour cela que le Plan a choisi de privilégier la collecte de ces déchets au niveau</p>

	<p>des déchèteries avec notamment le déploiement de la filière de responsabilité élargie du producteur concernant les déchets dangereux spécifiques sur chacune des déchèteries (mise en place d'armoires spécifiques, formation des agents à la réception des DD, ...) (§V. 3.1.2).</p> <p>Le Plan a également prévu la possibilité de mise en place de collectes ponctuelles par les distributeurs (§ V.3.2.1).</p>
Philippe TRUCA	<p>Propose d'appliquer des résines sur les parties amiantées (comme en Allemagne) afin de les rendre inertes et de les traiter plus aisément car les procédures de désamiantage en France sont extrêmement lourdes et coûteuses et inévitablement ces matières se retrouvent en décharge sauvages, impossible ensuite à gérer.</p>
	<p>Réponse</p> <p>D'un point de vue réglementaire en France, les techniques possibles de traitement des déchets d'amiante sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élimination en installation de stockage de déchets non dangereux en casiers dédiés pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, - l'élimination en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou la vitrification pour les autres déchets d'amiantes (déchets de flocage, équipements de désamiantage contaminés ou déchets d'amiante-lié à des matériaux inertes ayant perdu leur intégrité). <p>Le Plan prévoit l'export vers l'hexagone de l'amiante libre afin qu'elle soit traitée dans des conditions conformes à la réglementation actuelle.</p> <p>Le recours à des méthodes expérimentées sur d'autres territoires devra être étudié et adapté pour la Martinique.</p>

2.6 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LA PREVENTION DES DECHETS

Contributeur	Observations et réponses
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les particuliers la mise à disposition du public de petites poubelles de compostage
	<p>Réponse</p> <p>Pour les biodéchets, le Plan préconise le maintien et le déploiement des actions de compostage in-situ sur les zones non desservies par une collecte et un renforcement de la collecte sur les zones propices à ce type de séparation (§VI.2.2.3).</p> <p>Ainsi, la mise à disposition de composteurs et des bioseaux au public sera poursuivie et renforcée sur certaines zones.</p> <p>Sur les autres, la mise à disposition de poubelles pour les biodéchets est maintenue et éventuellement développée. L'adaptation de la taille de ces poubelles est en cours de réflexion par les communautés d'agglomération qui effectuent ces collectes.</p>
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les particuliers des formations gratuites pour apprendre à réparer les objets du quotidien (télévision, ordinateur etc...)
	<p>Réponse</p> <p>Cette proposition rejoint les orientations du Plan qui prévoit (§ IV .1.2) de favoriser la réparation, la réutilisation et le réemploi.</p> <p>Parmi les actions retenues, la communication et la formation sont des axes majeurs pour développer la réparation à travers notamment la poursuite des actions déjà initiées sur le territoire sur le modèle « repair café » qui forme les particuliers à la réparation de produits.</p>
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les industriels d'interdire le suremballage
Philippe TRUCA	Propose de taxer plus lourdement les produits d'importation comprenant beaucoup de matières plastiques. Promouvoir parallèlement la vente en vrac.
	<p>Réponse</p> <p>La notion de sur emballage n'est pas définie réglementairement, ce qui rend difficile son interdiction. De plus, le Plan n'ayant pas force de loi, il n'est ne peut interdire le recours à certains types d'emballages dans sa rédaction. Cependant, au §IV.1.7 le Plan préconise des partenariats entre les collectivités et la grande distribution pour inciter les consommateurs à « acheter mieux » : identification des produits à faible emballage, achats en plus grand contenant, vente de denrées alimentaires sèches « en vrac » en sac papier, opérations « caddie comparatif », stand en entrée de magasin, ... Ces actions pourront permettre de limiter le recours au suremballage.</p> <p>Cette démarche est reprise dans le Plan d'action en faveur de l'économie circulaire (§XV.2.4.2)</p>
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les industriels d'imposer des restrictions sur l'impression et la distribution des prospectus
	<p>Réponse</p> <p>Comme indiqué supra, le PPGDM ne peut imposer des restrictions sur l'impression et la distribution de prospectus.</p> <p>Cependant, il a ciblé (chapitre IV) certaines actions spécifiques pour réduire les quantités de déchets et laisse ouvert le recours à d'autres initiatives locales de prévention des déchets comme la poursuite du déploiement du Stop-Pub.</p>

	<p>Cet autocollant distribué par les communautés d'agglomération, se pose sur les boîtes aux lettres et signale que le dépôt de prospectus y est interdit.</p> <p>11 875 autocollants ont déjà été distribués. 10 à 13% des boîtes aux lettres (estimation de la Poste) sont équipées de cet autocollant. Il a d'ores et déjà permis d'éviter 1,77 kg/an/habitant (voir annexe 2, point 1.5.2).</p>
Clément DEMAGNE	Suggère pour atteindre les objectifs du Plan, la mise en place de consigne
Philippe TRUCA	Propose d'interdire les bouteilles en plastique et les remplacer par des bouteilles en verre recyclables avec application d'une consigne. Et parallèlement promouvoir en supprimant l'octroi de mer les fontaines à eau atmosphérique
	<p>Réponse</p> <p>Le contexte insulaire martiniquais le rend très favorable au développement de la consigne en vue du réemploi sur les emballages locaux.</p> <p>Le déploiement d'une consignation des emballages en verre est prévu dans le Plan (§ IV.1.6 et VII.2) avec un objectif de consignation de 10% du gisement de verre en 2031.</p> <p>L'ADEME a lancé une étude sur le sujet en Septembre 2019 pour initier la démarche.</p>
Philippe TRUCA	Propose de lutter contre l'obsolescence programmée en augmentant la garantie obligatoire de 2 à 5 ans pour les appareils électroménagers notamment.
	<p>Réponse</p> <p>L'obsolescence programmée est punie par le code de la consommation dans son article L213-4-1 d'une peine de deux ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende.</p> <p>Le Plan préconise que des actions soient menées pour sensibiliser les consommateurs à l'obsolescence des biens et favoriser l'achat des produits « durables » (§ IV.1.2).</p> <p>Les produits importés tropicalisés devront l'être effectivement. Cette tropicalisation doit être adaptée aux problématiques réelles du territoire afin d'optimiser les durées de vie (protection spécifique contre l'air salin, les sargasses, l'hygrométrie, les nuisibles, ...). Cette thématique récurrente aux territoires ultramarins est à relayer au niveau national</p>
Philippe TRUCA	Propose d'interdire les objets en plastique à usage unique
Olivier LEGRAND	Préconise l'interdiction pour les snacks itinérants de vendre des repas dans des barquettes en plastique, avec en plus des couverts également en plastique à usage unique.
Olivier LEGRAND	Propose de demander aux Compagnies aériennes locales d'arrêter l'utilisation de timbales en plastique à bord.
Olivier LEGRAND	S'inquiète de la dérive constatée s'agissant de la vente de cocos au bord des routes, dans des bouteilles et boîtes en plastique ce qui augmente les déchets jetés dans la nature.
	<p>Réponse</p> <p>Ces propositions vont dans le sens des évolutions réglementaires récentes.</p> <p>La loi sur la transition énergétique et la croissance verte du 17 août 2015 a mis fin à la distribution, à titre onéreux ou gratuit, des sacs de caisse en plastique à usage unique destinés à l'emballage de marchandises dans les points de vente</p> <p>À partir du 1er janvier 2020, l'interdiction du plastique va s'étendre à de nouveaux produits plastiques dits « à usage unique » :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> la vaisselle jetable en plastique : gobelets, verres et assiettes jetables (loi sur la transition énergétique et la croissance verte du 17 août 2015) les bouteilles d'eau en plastique dans les cantines scolaires (loi du 30 octobre 2018 dite « loi Egalim ») les touillettes et pailles en plastique dans la restauration, la vente à emporter, les cantines et les commerces alimentaires (loi du 30 octobre 2018 dite « loi Egalim ») les cotons-tiges en plastique (article 124 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages). <p>Par ailleurs la directive européenne du 5 juin 2019 prévoit, notamment, l'extension de la liste des produits interdits à compter de 2021. Seront concernés les contenants alimentaires en polystyrène expansé (utilisés comme boîte d'emballage des aliments) ou les tiges en plastique pour ballons.</p> <p>Ainsi la réglementation est en perpétuel mouvement sur cette thématique et se surimpose au Plan. Les vendeurs en snack itinérants et les compagnies aériennes seront donc soumis à ces interdictions.</p>
ASSAUPAMAR	<p><u>5. La prévention</u></p> <p>Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets manque d'exemples concrets à mettre en œuvre pour réduire la production de déchets. (Exemple : supprimer la publicité papier...) Ceci est indispensable pour ne pas, une fois de plus, rater le coche de 2025, puisque l'on a raté l'échéance de 2020.</p> <p>Concernant les objectifs de gestion de déchets, on ne voit pas non plus les mesures susceptibles d'atteindre les objectifs que l'on se fixe.</p> <p>Pour le paquet économie circulaire, il faut préciser où et comment on fait fonctionner les ressourceries.</p> <p>Pour les déchets agricoles, les déchets dangereux sans étiquette ne sont pas récupérés. Il faut trouver le moyen de récupérer ces déchets, car lorsqu'ils restent chez l'habitant il y a des risques d'épandage dans la nature. Il faut faire des efforts pour cela.</p> <p>Pour le BTP, les déchets pourront faire l'objet d'un tri sur une ou plusieurs installations, afin de présenter les caractéristiques pour le réemploi. Quels projets ? Où en sont les projets ?</p> <p>Il faut sortir de la logique du jetable. En recherchant ce qu'on peut construire sur place.</p>
	<p><u>Réponse</u></p> <p>L'ensemble des actions de prévention et de gestion des déchets si elles sont mises en actions conformément aux orientations du Plan et dans les délais courts prévus pourra permettre d'atteindre les objectifs fixés. En effet, des actions comme, par exemple, la mise en place de consignation sur le verre, l'optimisation du 1 pour 1 dans les filières, la mise en place du tri sur les déchets encombrants, ou encore la lutte contre le gaspillage alimentaire, si elles sont prises à bras le corps par l'ensemble des acteurs (collectivités compétentes, professionnels, éco-organismes, associations et public) sont des actions très efficaces.</p> <p>Les ressourceries sont un excellent moyen pour détourner des tonnages de déchets vers le réemploi et la réutilisation. Le Plan prévoit, en plus de l'existant, le déploiement de 2 recycleries pour mailler le territoire (Nord et Sud) (§V.9.1.1). Pour ne pas limiter les projets à venir, les modalités de fonctionnement n'ont pas été figées.</p>

	<p>Concernant les déchets dangereux agricoles, tout producteur ou détenteur d'un déchet est responsable de son déchet. Il est donc de la responsabilité du détenteur de déchets non étiquetés d'en faire analyser le contenu pour connaître la substance permettant de le traiter dans des conditions adéquates. Des offres sont mises à disposition sur le territoire pour l'analyse de ces substances. Par ailleurs, les actions de sensibilisation à venir devraient permettre de prévenir la perte d'étiquetage.</p> <p>A la rédaction du Plan, il n'y avait pas de projets d'installations de tri des déchets du BTP. Toutefois, le Plan a identifié ce besoin et recommande leur création pour favoriser le réemploi et améliorer la valorisation des déchets du BTP.</p> <p>Sortir de la logique du jetable est bien l'orientation souhaitée par le PPGDM. Les objectifs, les actions de prévention des déchets, ainsi que les actions en faveur de l'économie circulaire ont été construites en ce sens.</p>
--	--

2.7 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LE POUVOIR DE POLICE

Contributeur	Observations et réponses
Régine AMORY	Dénonce le comportement des habitants de son quartier ainsi que les réactions déplorables de la municipalité quant à la gestion des déchets
Régine AMORY	Souhaiterait avoir des précisions sur les responsabilités pour les déchets végétaux jetés en rivière (commune, CTM ou DEAL) et si des pouvoirs de sanctions existent déjà car ils ne semblent pas impliqués
Clément DEMAGNE	Suggère pour atteindre les objectifs du Plan, la video-surveillance des lieux habituels de dépôts sauvages
Philippe TRUCA	Propose d'engager des poursuites judiciaires contre les personnes auteurs de décharges sauvages par tous moyens. En particulier par l'utilisation d'appareils photographiques ou caméras avec détection de mouvement permettant d'identifier les contrevenants et de les verbaliser.
Clément DEMAGNE	Suggère pour atteindre les objectifs du Plan, la verbalisation pour le non-respect des procédures (VHU)
Régine AMORY	Propose des sanctions contre ceux, individus ou professionnels qui ne respecteraient pas les directives du PPGD
	<p>Réponse</p> <p>Comme indiqué supra, la responsabilité d'un déchet est du ressort de son producteur ou détenteur : c'est-à-dire qu'il est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion. Ainsi qu'en cas d'atteinte à l'environnement ou à la santé humaine lors de l'une des étapes de la gestion du déchet, le producteur initial et les détenteurs successifs pourront être amenés à prendre les dispositions nécessaires pour orienter le déchet vers une filière adéquate et réparer les dommages causés par la gestion défectueuse.</p> <p>Comme indiqué dans le PPGDM (§V.1.4), il revient aux maires ou aux présidents de collectivités à compétence collecte de faire respecter les consignes de collecte des déchets et sanctionner les pratiques illégales constatées en matière de dépôt sauvage notamment, dans les limites définies par l'article L541-3 du code de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, un Comité Opérationnel de Lutte contre la Délinquance ENVironnementale (COLDEN) a été installé en Martinique le 27 février 2019. Placé sous la double autorité du préfet de la Martinique et du procureur de la République, en partenariat avec les acteurs du territoire, il a pour objectif d'améliorer le partage de l'information, la coordination et la progression effective des actions administratives et pénales, et de mener la répression pour protéger l'environnement.</p> <p>Au niveau national, dans le cadre de l'élaboration de la loi « économie circulaire », des réflexions sont également en cours pour définir les différentes actions permettant d'améliorer la répression des abandons de déchets et des dépôts illégaux de déchets.</p>

2.8 OBSERVATIONS ET REPONSES CONCERNANT LES AUTRES POINTS SOULEVES

Contributeur	Observations et réponses
Clément DEMAGNE	Suggère pour atteindre les objectifs du Plan, la réduction des bacs collectifs
	<p>Réponse</p> <p>La mise en place de bacs collectifs par les collectivités à compétences collecte répond principalement à des objectifs de sécurisation et d'optimisation de la collecte. Ainsi, même s'ils présentent des inconvénients (dépôts sauvages au pieds des conteneurs essentiellement) il paraît indispensable de laisser ces points de collecte sur le territoire.</p>
Clément DEMAGNE	S'oppose à la solution choisie pour le traitement du verre
	<p>Réponse</p> <p>Actuellement sur la Martinique, les tonnages de verre collectés sont broyés pour un usage essentiellement en sous couche routière et béton de verre. Cette utilisation finale permet de favoriser des débouchés locaux en limitant les transports et les coûts. Cette solution a été validée par l'éco-organisme en charge des emballages ménagers. A la vue de ces avantages, il a été choisi de maintenir cette filière de valorisation locale tout en cherchant à créer une normalisation du broyat de verre pour favoriser la qualité (chapitre V, point 2.1.1).</p>
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les particuliers de coordonner les actions locales de ramassage des déchets et de nettoyage des sites
	<p>Réponse</p> <p>Cette proposition rejoint les actions déjà menées en Martinique.</p> <p>Différentes structures et associations de sauvegarde de l'environnement organisent des actions locales de ramassage des déchets et de nettoyage de sites. Ces actions pourraient être valorisées et coordonnées au sein de l'instance de pilotage de la communication à mettre en place (§ V.1.3).</p>
Béatrice MONTAIGNE	Propose pour les industriels de mettre à disposition des containers pour les déchets non recyclés sur le territoire
	<p>Réponse</p> <p>La gestion des déchets des activités économiques est du ressort des professionnels qui ont obligation en tant que producteur de déchets de mettre en place le tri, la récupération et le traitement de leurs déchets. Toutefois certains déchets peuvent être pris en charge par le Service Public de Gestion de Déchets.</p> <p>En effet, l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT) confère aux collectivités la compétence de collecte et de traitement des déchets des ménages. Elles peuvent décider d'assurer, sous conditions et limites, la gestion d'autres déchets issus des professionnels dit « assimilés ». Ce sont les déchets provenant des activités économiques (artisans, commerçants, bureaux, administrations, hôpitaux, marchés, services techniques, etc ...) qui sont collectés dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.</p> <p>Ainsi dans le cadre du Plan il a été laissé le choix à chaque collectivité à compétence collecte de définir la limite de ce qui est considéré comme assimilés.</p>

Christian LOUIS-JOSEPH et Yann HONORE pour la SEBTAM	Le PPGD ne prend pas en compte les stockages illicites de terres émanant des gros chantiers.
	<p>Réponse</p> <p>Les Terres ont été prises en compte dans l'estimation de l'état des lieux et estimées à 70% des déchets inertes du BTP (chapitre I, point 1.5.2).</p> <p>En l'absence d'éléments chiffrés précis pour 2016 portés à connaissance lors de l'état des lieux, des rencontres et de la concertation menée autour du Plan, les quantités de déchets du BTP ont été estimées sur la base de ratios.</p> <p>La mise en place de la CERC (Cellule Economique Régionale de la Construction) Martinique et de l'Observatoire Territorial de la Transition Ecologique et Energétique devrait améliorer la connaissance des gisements et des quantités de déchets du BTP réellement produites.</p> <p>Le suivi de ces données permettrait d'affiner les priorités du Plan lors de sa révision, s'il en est besoin, au regard des évolutions réglementaires.</p> <p>En effet, des propositions sont à l'étude au niveau ministériel pour favoriser la sortie du statut de déchet des terres des chantiers afin d'augmenter la réutilisation de ces matériaux.</p>
VALECOM SAS	Signale la répétition dans la notice explicative les marques 3.13.1 et 3.13.2
	<p>Réponse</p> <p>Les corrections seront apportées dans le document.</p>
Marie-Jeanne DOURE	Propose davantage de campagnes d'information et de réunions dans les communes pour sensibiliser le public sur les conséquences sanitaires du non-respect du tri
Olivier LEGRAND	Préconise la mise en place d'une brigade spéciale qui arpenterait les plages pour sensibiliser le public à la protection de l'environnement, et éventuellement réprimer en cas d'incivilité.
	<p>Réponse</p> <p>Ces propositions sont en adéquation avec les orientations du Plan en matière de communication.</p> <p>La concertation menée durant l'élaboration du Plan a mis en évidence la nécessité de poursuivre, voire renforcer, la sensibilisation et de développer une communication pertinente, performante, répétitive et spécifique à destination de tous les publics (usagers particuliers, chefs d'entreprises, donneurs d'ordre, professionnels, ...), sur les bonnes pratiques, les installations existantes, l'impact des déchets sur la population, les responsabilités et obligations de chacun. C'est pourquoi le Plan a inscrit la communication comme principe général et fondamental (§ IV.1.1 et § V.1.3) et recommande de développer des actions de sensibilisation à l'échelle de la Martinique en adaptant les messages de communications aux cibles (touristes, habitants, services des collectivités, élus...).</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de leurs compétences et interventions, certains acteurs (ONF, ODE, police de l'eau, communes, ...) sensibilisent déjà le public à la protection de l'environnement sur le littoral et peuvent être amenés à verbaliser en cas de délit constaté.</p>

Philippe TRUCA	Propose de mieux organiser la collecte des matières organiques pour le CVO.
	<p>Réponse</p> <p>La collecte des biodéchets de cuisine en porte à porte est opérationnelle sur la totalité du territoire de la CAESM et sur 4 communes du centre atlantique de Cap Nord Martinique : Sainte Marie, Le Robert, Trinité et Gros Morne. Ces collectes ont permis de récupérer 2 855 tonnes de déchets qui ont été traitées en méthanisation au CVO du Robert. La CACEM effectue une collecte des biodéchets de restauration collective. Afin de faire fonctionner le CVO à plein régime, il est indispensable de mieux l'alimenter en biodéchets. C'est pour cela que le PPGDM a prévu (§ VI.2.2.3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'optimisation des performances de collecte sur les zones desservies par une collecte de bio déchets pour les professionnels ou les ménages, • l'augmentation de la communication, des contrôles sur la qualité de la collecte avec éventuellement des sanctions pour les usagers qui n'effectuent pas un tri correct des biodéchets, • la réalisation d'une étude sur les modalités de collecte et les couts sur tout le territoire. <p>Le Plan laisse également la possibilité aux autres collectivités de développer ce type de collecte sur les zones non desservies où la mise en place d'une collecte s'avèrerait pertinente.</p>
ASSAUPAMAR	<p>1. Description des scénarii (Résumé non technique, section 7).</p> <p>La description des scénarii faite par le résumé non technique est la suivante : <i>« Deux scénarios ont été étudiés afin de définir les capacités du territoire et les moyens à mobiliser pour Respecter : - D'une part les objectifs de la réglementation en vigueur à l'approbation du Plan : scénario 1 - d'autre part ceux du Paquet Economie circulaire récemment approuvé par l'Union européenne : scénario 2 »</i></p> <p>La décision de la CCES (Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi) est de valider le scénario 1, qui prend en compte certains éléments du Paquet Economie Circulaire. La rédaction du Résumé non technique laisse croire, de manière inexacte, que l'économie circulaire serait exclue du scénario 1.</p>
	<p>Réponse</p> <p>L'économie circulaire fait bien partie intégrante du scénario retenu et du Plan au travers d'un volet spécifique : le plan d'actions en faveur de l'économie circulaire inclus dans le PPGDM.</p> <p>Ce Plan respecte également les objectifs de la réglementation en vigueur à la date d'approbation du Plan, en matière d'économie circulaire notamment ceux de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte et ses décrets d'application, ainsi que les objectifs de valorisation énergétique et de limitation des capacités de stockage du décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets.</p> <p>La rédaction du résumé non technique sera précisée pour éviter toute confusion.</p>
ASSAUPAMAR	<p>2. Rapport annuel d'avancement du plan de réduction de déchets de 2011.</p> <p>Le Plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique rappelle à sa page 49 que, par le Plan de réduction des déchets pour la Martinique adopté par la</p>

	<p>commission permanente du Conseil général de la Martinique le 3 mars 2011, la collectivité s'est engagée à</p> <p>« transmettre un rapport annuel de l'état d'avancement des actions ».</p> <p>L'ASSAUPAMAR demande si ces rapports annuels sont annexés à l'enquête publique, et sous quelles modalités ; à défaut, l'ASSAUPAMAR demande communication des rapports annuels.</p>
	<p>Réponse</p> <p>La délibération du 03/03/2011 prise par l'ex Conseil général approuvait l'accord-cadre de partenariat avec l'ADEME sur 5 ans pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Départemental de Réduction des Déchets. Les rapports annuels concernaient l'avancement des actions menées dans le cadre de ce partenariat.</p> <p>Le Plan de Réduction des Déchets (PRDM) et son programme d'actions ont été adoptés le 21/05/2015 par l'ex Conseil général et les actions de prévention ont été intégrées au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) approuvé par délibération du 22/09/2015.</p> <p>La loi Notre du 07/08/2015 ayant imposé la fusion des 3 plans déchets (Déchets dangereux, non dangereux et du BTP) en un seul Plan, l'état des lieux réalisé dans le cadre de l'élaboration du Plan unique de Prévention et de gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) sur l'année 2016 constitue donc le bilan de la première année de mise en œuvre de ces deux plans (PPGDND et PRDM). Ce bilan est présenté aux § I.2.3.1 p50 et I.7.3.1 p. 128 du Plan.</p> <p>Le § p49 sera reformulé pour tenir compte de ces précisions.</p>

3. CONCLUSION

La CTM salue la participation des contributeurs à cette enquête publique et leur implication dans la démarche.

La majorité des observations émises sont en cohérence avec le PPGDM.

Ainsi, les différentes propositions concernant l'amélioration de la communication, la collecte des biodéchets, les déchetteries, le TMB, l'augmentation des points de collecte (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques et déchets dangereux) et du nombre de bornes de tri, le compostage, les formations à la réparation, la mise en place de la consigne, la gestion des Véhicules Hors d'Usage, les actions de prévention et de nettoyage ainsi que la répression et des sanctions, sont en pleine adéquation avec les orientations du Plan et les actions déjà retenues.

Et les suggestions pour l'interdiction des plastiques vont dans le sens des évolutions réglementaires à mettre en œuvre dans les prochaines années et qui s'imposeront au Plan.

S'agissant des observations relatives aux objectifs retenus par le Plan, à l'organisation des quais de transferts, à l'évolution des tonnages de déchets dangereux et à leur mode de collecte, des éléments de compréhension et d'explications ont été fournis en indiquant les paragraphes du Plan concernés.

Des précisions ont été également apportées sur la gestion des Bateaux Hors d'Usage, la collecte des déchets professionnels, l'estimation des terres et l'organisation des déchets d'agrofourmiture.

Le cadre réglementaire existant et le périmètre du Plan ne permettent pas d'inscrire au Plan la priorisation de l'enfouissement par rapport à l'incinération, l'interdiction du suremballage, les restrictions pour les prospectus et l'augmentation des garanties pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques.

Toutefois, les actions retenues dans le Plan pourront contribuer à limiter tant l'enfouissement que le suremballage et la production de prospectus, et à favoriser une consommation durable limitant la production de déchets.

Pour les bacs collectifs, il paraît indispensable de maintenir leur nombre dans un souci de sécurisation et d'optimisation des collectes.

A la vue des faibles gisements de verre, la solution de valorisation retenue est pour l'instant la plus pertinente. Sur le traitement de l'amiante, le Plan laisse ouvert à tout type de traitements conforme à la réglementation.

Par ailleurs, la notice explicative, le paragraphe du Plan sur l'organisation de la filière volontaire de l'agrofourmiture, celui sur l'état des lieux de la prévention en lien avec le Plan de Réduction des Déchets de Martinique de 2011 et le résumé non technique de l'évaluation environnemental seront amendés pour tenir compte des remarques et pour une meilleure compréhension comme précisé précédemment dans les tableaux.

